

Document

Articles de presse de janvier 2013

Table des matières

France

Politique

- Nicolas Sarkozy avait commandité l'assassinat d'Hugo Chavez. (02.01)
- Dans la Loire, 170 élus vont démissionner en bloc pour défendre leur commune. (12.01)
- Mali. C'est l'Union sacrée (Le Figaro) (12.01)
- Chérèque, M. Pauvreté du gouvernement: la CFDT affirme son autonomie. (18.01)
- Mali : une guerre peut en cacher une autre. (22.01)
- Enquête Karachi : un témoin accable le contre-espionnage français (31.01)

Social

- Le panier des consommateurs atteint un record de prix "*historique*" en 2012. (10.01)
- Liquidation du CDI. Le retour du patron de droit divin. (13.01)
- Retraites complémentaires : le Medef demande des efforts aux salariés. (16.01)
- La Cades émettra 30 milliards d'euros de dette en 2013. (16.01)
- Près d'un tiers des chômeurs travaillent à temps réduit. (18.01)
- Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri. (22.01)
- Ce qu'il faut savoir sur les radiations abusives à Pôle emploi. (31.01)

Economie

- Hausse des défaillances d'entreprises en 2012 en France. (18.01)
- Goldman Sachs conseille à la France de baisser les salaires de 30%. (31.01)

International

Politique

- « *Rayer des pays de la carte* » : Qui dérouté les « *États en déroute* »? (07.01)
- Grèce : la pourriture de l'oligarchie (08.01)
- "*Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg*". (17.01)
- Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. (20.01)
- Royaume-Uni: Cameron promet un référendum sur le maintien ou non dans l'UE. (23.01)
- Égypte et Tunisie opposées à l'opération française au Mali. (23.01)
- Égypte : violences pour le "*Jour de la Révolution*", cinq morts (26.01)
- Révélations d'un ténor de MEGA : les médias grecs ont été invités à se taire sur la non viabilité de la dette. (29.01)

Social

- Les Allemands pourront désormais choisir leur ramoneur. (02.01)
- Le chômage au plus haut dans la zone euro mais le pire est peut-être à venir. (09.01)
- Espagne: le secteur bancaire manifeste contre les suppressions d'emplois. (10.01)
- Les "*minijobs*" critiqués dans une Allemagne qui doute de son modèle social. (11.01)
- Sous l'austérité, manifester est devenu une habitude en Espagne. (22.01)
- Afrique du Sud : de nouvelles images accablent la police à Marikana. (30.01)

Economie

- Les milliardaires plus fortunés en 2012. (04.01)
- Affaire Fortis: le directeur financier de BNP Paribas inculpé en Belgique (10.01)
- Le visage du commerce mondial transformé par de nouvelles données. (17.01)
- Les pays arabes décident de finaliser leur zone de libre-échange cette année. (23.01)
- Davos à la recherche de la confiance perdue. (23.01)

Un article de liberation.fr du 1er janvier 2013

Les Allemands pourront désormais choisir leur ramoneur. (02.01)

La profession réglementée bénéficiait jusqu'ici d'un monopole, un héritage du nazisme.

Les ramoneurs allemands, connus pour leur costume noir et haut de forme traditionnels, ont basculé dans l'économie de marché au 1er janvier en voyant tomber leur monopole issu du nazisme.

L'Allemagne a fini par céder aux pressions de Bruxelles pour libéraliser ce secteur, jusqu'ici protégé, et se conformer à une directive européenne sur les services, après des années de résistance.

Cette profession réglementée bénéficiait d'un monopole depuis la mise en place en 1935 par le régime nazi d'un registre national, attribuant à des «*maîtres*» ramoneurs des zones exclusives pour l'exercice de leur métier.

Depuis le 1er janvier, les hommes en noir doivent affronter la concurrence d'entrepreneurs libres de proposer leurs services sans limite géographique et de négocier leurs prix.

«*Tout n'est pas si mauvais. Les clients pourront choisir leur ramoneur, et nous aussi, pour la première fois, nous aurons le choix*», estime Norbert Skrobek, 52 ans, qui exerce cette profession à Berlin où il emploie son fils et deux apprentis.

«*Maintenant, je peux dire que je n'ai plus besoin de travailler pour des clients qui n'ont pas payé depuis deux ou trois ans. C'est un plus*», explique-t-il.

Les quelque 8.000 ramoneurs d'Allemagne ne sont pas seulement chargés de nettoyer les conduits de cheminée, mais ils s'occupent aussi de contrôler la sécurité des systèmes de chauffage, leur niveau de pollution et leur efficacité énergétique.

Selon M. Skrobek, les ramoneurs prenaient en charge un ensemble de missions sous leur rémunération forfaitaire, mais désormais les propriétaires de logements devront mieux s'informer sur les travaux nécessaires et leurs coûts.

Anticipant l'ouverture à la concurrence, M. Skrobek a transféré son local professionnel dans le quartier animé et central de Kreuzberg et il a décoré sa vitrine avec des images pittoresques de ramoneurs en costume traditionnel.

«*Jusqu'à présent nous n'avons pas besoin de nous vendre. Notre statut était un peu comme celui des fonctionnaires*», explique cet homme au regard pétillant qui a démarré dans la profession en 1977, à l'âge de 17 ans.

«*Cela a toujours été mon rêve de faire ce métier. Quand j'étais écolier, je trouvais très romantique*» de travailler sur les toits, au dessus de la cime des arbres, avec des vues imprenables sur la ville.

Pourtant, les ramoneurs, qui ont en Allemagne la réputation de porter bonheur, n'ont pas toujours eu bonne réputation dans le pays.

Sous le Troisième Reich, les nazis leur demandaient d'espionner leurs concitoyens pour le compte du régime en profitant de leur accès privilégié à tous les logements. La pratique s'est poursuivie dans l'ex Allemagne de l'Est communiste. Mais M. Skrobek assure que cette image sulfureuse fait partie du passé.

L'association allemande des maîtres ramoneurs affirme par ailleurs que le pays enregistre le plus faible taux de blessures liées au feu ou à des empoisonnements au monoxyde de carbone dans l'Union européenne.

En 2009, l'Allemagne avait déjà ouvert une brèche dans le marché verrouillé des ramoneurs, en se voyant contrainte d'autoriser les professionnels d'autres pays de l'UE à exercer sur son territoire. Mais la faiblesse des tarifs réglementaires ne rendait pas le marché attractif pour la plupart des sociétés étrangères.

Commentaire.

Libération (ou l'AFP) a de quoi jubiler, dorénavant le prix du ramonage en Allemagne va augmenter et les salaires des ramoneurs baissés... Que le journal du banquier de gauche Rothschild, si, si, il y en a qui y croient et ils sont plus nombreux que ce que vous pensez, célèbre la fin d'un monopole qui date du nazisme qui n'était pas sans présenter un avantage social pour les ramoneurs qui avaient un statut proche de celui des fonctionnaires, ne m'étonne pas.

Pourquoi ? Pour au moins une raison qu'ignore la quasi totalité de ses lecteurs, et au-delà l'ensemble des travailleurs et les militants du mouvement ouvrier qui généralement se contentent d'arguments à l'emporte-pièce, que je n'ai jamais évoqué dans ce portail parce qu'il s'agit d'une question disons délicate à aborder, un terrain particulièrement glissant si vous voulez, par crainte d'être incompris et d'apparaître comme un suppôt du nazisme, oui, rien que cela, vous comprenez mes hésitations à aborder cette question.

Avant d'y venir, posons-nous une question préalable : Vous êtes-vous demandés comment Hitler et son parti nazi sont devenus aussi populaires en Allemagne, un pays en proie à une profonde crise financière, à une dépression, comment les Allemands qui devaient affronter une terrible crise sociale ont-ils pu se mobiliser derrière un tel régime au point de sacrifier leurs vies pour lui ? Comment un tel exploit a-t-il pu être possible, alors que quelques années auparavant la majorité des Allemands accordaient leur confiance aux partis social-démocrate et communiste (stalinié) ? Comment un tel revirement a-t-il été possible, la trahison de la social-démocratie et des staliniens n'expliquant pas tout, je vous mets là sur la piste de la bonne réponse ?

Jusqu'à présent c'est la seule explication qu'on nous a donnée ou en tout cas que personnellement j'avais retenue, mais qui en dernière analyse était insuffisante, pour ne pas dire qu'elle comportait une grave lacune qui ne permettait pas de comprendre comment le nazisme avait fini par triompher en Allemagne et le mouvement ouvrier à être décapité, liquidé.

Dans un portail canadien qu'on ne peut pas cataloguer particulièrement parmi les adeptes de la théorie du complot, animé par des gens plutôt de gauche, progressiste (apparemment ?), qui dénoncent les excès du capitalisme et tous ses crimes, j'ai lu il y a plus d'un mois un très long article comportant une multitude d'indications précise et chiffrées sur les réalisations sociales du régime nazi sur la période de 1932 à 1937 notamment, puis jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

En lisant cela, je me suis fait cette réflexion : tout s'explique, certes sur fond d'une économie de guerre qui passait au second plan dans la tête des travailleurs allemands, plus préoccupés au quotidien par leur survie rendue impossible la veille et que le régime nazi avait rendu possible. On pourrait dire qu'ils ont réalisé l'équivalent du programme du Front populaire ou du CNR après la guerre en France, augmentation des salaires, réduction du temps de travail, avantages sociaux en tous genres, nationalisations, construction massive de logements sociaux, Sécurité sociale, retraites, réduction du chômage de 5 à 1 million en 5 ans, élévation du niveau de vie, limitation des profits des capitalistes, etc. Mieux encore que le "New deal" aux Etats-Unis.

Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi et comment les travailleurs ou la population a été conquise par le régime nazi... avant de l'envoyer à l'abattoir ! Compréhension à laquelle on ne pouvait pas accéder avec les seules explications qui nous avaient été fournies uniquement sur le plan politique, le volet social ayant été occulté, reste à savoir pourquoi, par crainte que les travailleurs ou les militants penchent pour le nazisme ? Pourquoi ? Parce que les dirigeants du mouvement ouvrier ou de son avant-garde étaient incapables de trouver le langage approprié pour s'adresser aux travailleurs et leur dire la vérité sur la menace que constituait le parti nazi ou l'extrême droite en France ? Ces questions se posent également de nos jours. Ce que je comprends d'autant moins, c'est que l'on dispose de l'expérience du passé pour contrer le discours de l'extrême droite, pourquoi ne le fait-on pas, pas même Mélenchon qui n'a jamais dû aborder la question que je viens de soulever. On doit combattre la réaction sous tous ses masques, sur tous les plans, tous les fronts sans exception.

Je reviendrai une autre fois sur cette question, car apparemment on est loin de connaître la vérité sur ce qui s'est réellement passé en Allemagne à cette époque et pendant la guerre. Je verrai si je mets cet article en ligne ou les coordonnées de ce portail, je l'ai déjà donné précédemment à propos d'une autre question, Haarp je crois. J'avais déjà signalé dans une causerie que les mêmes banquiers avaient financé les deux camps pendant toute la durée de la guerre, ce que les autorités britanniques et françaises n'étaient pas censées ignorer évidemment, mais que de mon côté j'ignorais totalement, ce que les travailleurs ignorent évidemment.

Quant à la question soulevée par cette article, à savoir faut-il combattre pour conserver un acquis social qui remonterait au régime nazi, si le statut des ramoneurs en Allemagne marqua réellement un progrès social, la question ne se pose même pas, sans pour autant que cela signifie soutenir le régime en vigueur dans ce pays à cette époque, évidemment.

Un article du Réseau Voltaire du 1er janvier 2013

Nicolas Sarkozy avait commandité l'assassinat d'Hugo Chavez. (02.01)

La ministre vénézuélienne des Services pénitentiaires, Iris Varela, a annoncé sur son compte Twitter l'expulsion d'un ressortissant français connu sous le nom de Frédéric Laurent Bouquet, le 29 décembre 2012.

M. Bouquet avait été arrêté à Caracas, le 18 juin 2009, avec trois ressortissants dominicains, en possession d'un arsenal. La police scientifique avait saisi dans l'appartement qu'il avait acquis 500 grammes d'explosifs C4, 14 fusils d'assaut dont 5 avec visée télescopique, 5 avec visée laser, et 1 avec silencieux, des câbles spéciaux, 11 détonateurs électroniques, 19 721 cartouches de différents calibres, 3 mitraillettes, 4 pistolets de différents calibres, 11 équipements radio, 3 talkies walkies et une base radio, 5 fusils de chasse calibre 12, 2 gilets pare-balles, 7 uniformes militaires, 8 grenades, 1 masque à gaz, 1 couteau de combat et 9 bouteilles de poudre à canon.

Durant son procès, M. Bouquet a admis avoir été formé en Israël et être un agent des services secrets militaires français (DGSE). Il a reconnu préparer un attentat pour assassiner le président constitutionnel Hugo Chavez.

M. Bouquet avait été condamné à 4 ans de prison ferme pour « *détention illégale d'armes* ». Il a purgé sa peine. Il a été extrait de sa cellule par ordonnance N° 096-12 du premier juge Yulismar Jaime, puis a été expulsé pour « *atteinte à la sécurité nationale* », en vertu de l'article 39 alinéa 4 de la Loi sur les migrations et les étrangers.

Les autorités vénézuéliennes s'étaient jusqu'à présent abstenues de communiquer sur ce sujet. Les faits ont été confirmés par le porte-parole du quai d'Orsay, Philippe Lalliot. L'ambassade de France à Caracas a décliné tout commentaire.

De notre enquête nous pouvons conclure : (1) le président Nicolas Sarkozy a commandité l'assassinat de son homologue Hugo Chavez (2) l'opération fut un fiasco (3) la France a accordé des compensations substantielles pour étouffer cette affaire durant le mandat de M. Sarkozy.

Un article lefigaro.fr du 3 janvier 2013

Les milliardaires plus fortunés en 2012. (04.01)

Selon l'indice Bloomberg, la fortune des personnes les plus riches du monde a augmenté de 241 milliards de dollars pour atteindre 1,9 trillion de dollars. Celle de Marc Zuckerberg, en revanche, a diminué de plus de 5 milliards.

Les riches sont toujours plus riches. Selon l'indice «*Bloomberg Billionaires Index*» qui mesure au jour le jour l'évolution des fortunes des milliardaires en fonction de l'évolution des cours de Bourse ou des fluctuations des monnaies, les personnes les plus riches de la planète ont vu leur patrimoine augmenter de 241 milliards de dollars au total par rapport à 2011, à 1,9 trillion (1) de dollars pour 2012, soit une hausse de 1,9%.

Le Mexicain Carlos Slim conserve son titre d'homme le plus riche du monde avec une fortune de 76,4 milliards de dollars (+1,6%) devant l'Américain Bill Gates, président de Microsoft et ses 63,4 milliards de dollars. Le podium est complété par un Européen: l'Espagnol Amancio Ortega, créateur de la marque Zara, avec une fortune en hausse de 3,2% à 59,3 milliards de dollars. Le Français le plus fortuné reste Bernard Arnault, qui a réintégré le top 10. Le patron de LVMH occupe la 9e place avec 29,8 milliards de dollars de patrimoine (+3,2%).

Avec 12,3 milliards de dollars, Mark Zuckerberg, fondateur de Facebook, ne fait plus partie des 40 personnalités les plus riches du monde. Le jeune homme de 28 ans a perdu plus de 5 milliards de dollars suite à l'introduction en Bourse du réseau social en mai 2012. Depuis cette date, l'action a perdu près de 30 % de sa valeur.

A noter que le milliardaire indien, Lakshmi Mittal, tant décrié par le gouvernement sur la fermeture du site lorrain d'ArcelorMittal, occupe la 37e place avec une fortune de 19,2 milliards de dollars, en hausse de 2,8%.

(1) 1 trillion représente 1000 milliards

Un article de Mondialisatoion.ca du 1er janvier 2013

« *Rayer des pays de la carte* » : Qui dérouté les « *États en dérouté* » ? (07.01)

Une dangereuse rumeur s'est propagée à travers le monde et elle pourrait avoir des conséquences catastrophiques. La légende veut que le président iranien ait menacé de détruire Israël ou, pour citer les propos déformés, dit « *Israël doit être rayé de la carte* ». Contrairement à la croyance populaire, il n'a jamais fait cette déclaration [...] (Arash Norouzi, Wiped off The Map: The Rumor of the Century, janvier 2007.)

Les États-Unis ont attaqué directement ou indirectement environ 44 pays à travers le monde depuis août 1945, certains d'entre eux à plusieurs reprises. Le but affiché de ces interventions militaires était d'effectuer un « *changement de régime* ». Pour justifier et dissimuler ce qui correspondait à des actions unilatérales et illégales, on a invariablement évoqué les « *droits humains* » et la « *démocratie* ». (Professeur Eric Waddell, The United States' Global Military Crusade (1945-), Global Research, février 2007)

« Voici un memo du Pentagone qui décrit comment nous allons anéantir sept pays en cinq ans en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan et pour terminer, l'Iran ». J'ai dit « Est-il classifié? » Il a dit « *Oui monsieur.* » J'ai répondu : « *Alors ne me le montrez pas.* » (General Wesley Clark, Democracy Now, 2 mars 2007.)

Washington « oeuvre à la destruction » d'une très longue liste de pays. Qui « *raye des pays de la carte?* » L'Iran ou les États-Unis?

Durant une période appelée euphémiquement l'« *après-guerre* » – de 1945 à aujourd'hui – les États-Unis ont directement ou indirectement attaqué plus de 40 pays.

Alors que les principes de la politique étrangère des États-Unis prétendent « *propager la démocratie* », l'interventionnisme étatsunien, par des moyens militaires et des opérations clandestines, a donné lieu à la déstabilisation totale et la partition de pays souverains.

Détruire des pays fait partie d'un projet impérial des États-Unis, un processus de domination mondiale. De plus, selon des sources officielles, les États-Unis ont en tout 737 bases militaires à l'étranger (données de 2005).

Le concept d'« *État en dérouté* »

Dans son rapport « *Global Trends* » (Tendances mondiales, décembre 2012), le National Intelligence Council (NIC), situé à Washington, « *prédit* » que 15 pays en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient deviendront des « *États en dérouté* » d'ici 2030 en raison de leurs « *conflits potentiels et leurs ennuis environnementaux* ».

La liste des pays dans le rapport de 2012 du NIC comprend l'Afghanistan, le Pakistan, le Bangladesh, le Tchad, le Niger, le Nigeria, le Mali, le Kenya, le Burundi, l'Éthiopie, le Rwanda, la Somalie, la République démocratique du Congo, le Malawi, Haïti et le Yémen. (voir p 39)

Dans le rapport de 2005, publié au début du second terme de Bush, le NIC avait prévu que le Pakistan deviendrait un « *État en dérouté* » d'ici 2015 « *car il sera affecté par la guerre civile, la talibanisation totale et la lutte pour le contrôle de ses armes nucléaires* ».

Le Pakistan a été comparé à la Yougoslavie, découpée en sept États par procuration après une décennie de « *guerres civiles* » parrainées par les États-Unis et l'OTAN.

Le NIC prévoyait pour le Pakistan « *un destin à la yougoslave [...], un pays déchiré par la guerre civile, des bains de sang et des rivalités interprovinciales* ». (Energy Compass, 2 mars 2005.)

Bien qu'il affirme que les États en dérouté « *servent de refuge aux extrémistes politiques et religieux* » (p. 143), le rapport ne reconnaît pas que depuis les années 1970, les États-Unis et leurs alliés ont secrètement

soutenu des organisations religieuses extrémistes afin de déstabiliser des États-nations laïques et souverains.

Et le Pakistan et l'Afghanistan étaient des États laïcs dans les années 1970. Un « *statut d'État en déroute* » à la yougoslave ou à la somalienne n'est pas le résultat de divisions sociales internes, mais un objectif stratégique mis en oeuvre par des opérations clandestines et des actions militaires.

Fund for Peace, dont le siège est à Washington et le mandat consiste à promouvoir « *une sécurité durable par la recherche* », publie (annuellement) un « Index des États en déroute » basé sur une évaluation des risques.

Trente-trois pays (compris dans les catégories Alerte [rouge] et Avertissement [orange]) sont identifiés comme étant des « *États en déroute* ».

Selon Fund for Peace, les États en déroute sont également des « *cibles pour les terroristes liés à Al-Qaïda* ».

Le classement annuel des pays par Fund for Peace et Foreign Policy indiquant les symptômes des États en déroute/fragiles est publié au moment où le monde s'inquiète de plus en plus du sanctuaire étatique au nord du Mali où s'établissent des extrémistes liés à Al-Qaïda pour l'expansion du djihad.

Inutile de dire que l'histoire d'Al-Qaïda comme élément du renseignement étasunien, son rôle dans la division des factions et l'instabilité au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique subsaharienne n'est pas mentionnée. Les activités des unités djihadistes d'Al-Qaïda dans la plupart de ces pays relèvent d'un programme clandestin diabolique du renseignement.

Les États « *faibles* » et « *en déroute* » : une menace pour les États-Unis

Selon une logique tordue du Congrès étasunien, les « *États en déroute plus faibles* » constituent une menace pour la sécurité des États-Unis : « *[P]lusieurs menaces [émanent] d'États décrits soit comme étant faibles, fragiles, vulnérables, défaillants, précaires, en déroute, en crise ou déstructurés* ».

Lorsque la Guerre froide a pris fin au début des années 1990, les analystes ont pris conscience de l'émergence d'un environnement de sécurité internationale dans lequel les États faibles et défaillants devenaient des véhicules pour le crime organisé international, des voies pour la prolifération nucléaire et des points chauds pour les conflits civils et les urgences humanitaires.

Les menaces potentielles à la sécurité nationale des États-Unis que posent les États faibles et défaillants est devenue davantage évidente avec les attentats du 11-Septembre 2001 contre les États-Unis commis par Al-Qaïda, organisés par Oussama ben Laden à partir du refuge offert par l'Afghanistan. Les événements du 11-Septembre 2001 ont poussé le président George W. Bush à déclarer dans la Stratégie de sécurité nationale des États-Unis de 2002 que les « *États faibles comme l'Afghanistan peuvent poser un danger aussi grand pour nos intérêts nationaux que les États forts* ». (Weak and Failing States: Evolving Security, Threats and U.S. Policy, Rapport du CRS pour le Congrès des États-Unis, Washington, 2008.)

Dans ce rapport du CRS du Congrès, on ne mentionne toutefois pas que « *les points chauds du crime organisé et les conflits civils* » sont le résultat d'opérations clandestines du renseignement étasunien.

Fait amplement documenté, l'économie afghane de la drogue, générant plus de 90 pour cent des réserves mondiales d'héroïne, est liée à une opération de blanchiment d'argent de plusieurs milliards de dollars impliquant de grandes institutions financières. Le commerce de la drogue en provenance de l'Afghanistan est protégé par le CIA et des forces d'occupation des États-Unis et de l'OTAN.

La Syrie qualifiée d'« *État en déroute* »

Les atrocités commises contre la population syrienne par l'Armée syrienne libre (ASL), appuyée par les États-Unis et l'OTAN, créent les conditions favorisant une guerre confessionnelle.

L'extrémisme confessionnel favorise le démantèlement de l'État-nation qu'est la Syrie ainsi que la fin du gouvernement central à Damas.

Le but de la politique étrangère de Washington est de transformer la Syrie en ce que le NIC appelle un « *État en déroute* ».

Le changement de régime implique le maintien d'un gouvernement central. Alors que la crise syrienne se développe, l'objectif ultime n'est plus le « changement de régime », mais la destruction et la partition de la Syrie en tant qu'État-nation.

La stratégie des États, de l'OTAN et d'Israël consiste à diviser le pays en trois États faibles. De récents reportages indiquent que si Bachar Al-Assad « *refuse de démissionner, la Syrie deviendra un État en déroute comme la Somalie* ».

L'un des possibles « *scénarios de démantèlement* » rapporté par la presse israélienne est la formation d'États, séparés et « *indépendants* », sunnite, alaouite-chiite, kurde et druze.

Selon le major-général Yair Golan des Forces de défense d'Israël (FDI), « *la Syrie est dans une guerre civile qui fera d'elle un État en déroute où se propagera le terrorisme* » et les FDI analysent actuellement « *comment la Syrie se démantèlerait* ». (Reuters, 31 mai 2012.)

En novembre l'ambassadeur de la paix des Nations Unies Lakhdar Brahimi a laissé entendre que la Syrie deviendrait « *une nouvelle Somalie [...] mettant en garde contre un scénario où les seigneurs de guerre et les milices remplissent un vide laissé par l'effondrement de l'État* ». (Reuters, 22 novembre 2012.)

« *Ce que je crains est pire [...], que l'État s'effondre et que la Syrie se transforme en Somalie.* »

« *Je crois que si l'on ne s'occupe pas de cette question correctement, la partition ne sera pas le problème mais plutôt la « Somalisation » : l'effondrement de l'État et l'émergence de seigneurs de guerre, de milices et de groupes de combattants.* » (Ibid.)

Ce que l'envoyé de l'ONU a omis de mentionner est que le démantèlement de la Somalie était délibéré. Il faisait partie d'un projet militaire et du renseignement des États-Unis, désormais appliqué à plusieurs pays ciblés du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie qualifiés d'« *États en déroute* ».

Voici la question principale : qui dérouté les États en déroute? Qui les « *anéantit* »?

Le démantèlement planifié de la Syrie en tant qu'État souverain relève d'un plan régional intégré d'ordre militaire et des services de renseignement comprenant le Liban, l'Iran et le Pakistan. Selon les « *prédictions* » du NIC, le démantèlement du Pakistan devrait se produire au cours des trois prochaines années.

Michel Chossudovsky

Article original: "Wiping Countries Off the Map": Who's Failing the "Failed States", publié le 29 décembre 2012.

Traduction Julie Lévesque pour Mondialisation.ca

Un article du New York Times du ? janvier 2013

Grèce : la pourriture de l'oligarchie (08.01)

par Kostas Vaxevanis - Traduction et publié par OkeaNews 7 janvier 2013

La démocratie est comme une bicyclette: si vous arrêter de pédaler, vous tombez. Malheureusement, le vélo de la démocratie grecque est rompu depuis longtemps. Après l'effondrement de la junte militaire en 1974, la Grèce a seulement créé un hybride, une forme diluée de la démocratie. Vous pouvez voter, appartenir à un parti et protester. Pour l'essentiel, cependant, une petite clique exerce tout le pouvoir politique significatif.

Pour tout ce qui a été dit à propos de la crise grecque, beaucoup n'a pas été dit. La crise est devenue un champ de bataille des intérêts et des idéologies. L'enjeu est le rôle du secteur public et l'État-providence. Oui, en Grèce, nous avons un secteur public qui ne fonctionne pas ; au cours des 40 dernières années, les partis au pouvoir ont donné des emplois du gouvernement à leurs partisans, quelles que soient leurs qualifications.

Mais le vrai problème avec le secteur public est la petite élite de gens d'affaires qui vivent de l'Etat grec tout en se faisant passer pour des «entrepreneurs». Ils soudoient les politiciens pour obtenir des gros contrats du gouvernement, généralement à des prix gonflés. Ils possèdent également un grand nombre de médias du pays, et parviennent ainsi à faire en sorte que leurs actions soient silencieuses. Parfois, ils vont même jusqu'à acheter une équipe de football pour rallier un soutien populaire et protéger leurs crimes derrière la protection populaire, comme le baron de la drogue Pablo Escobar l'a fait en Colombie et le chef paramilitaire Arkan en Serbie.

En 2011, Evangelos Venizelos, qui était alors ministre des Finances et est aujourd'hui le leader du parti socialiste, le Pasok, a institué une nouvelle propriété du droit fiscal. Mais pour les propriétés de plus de 2.000 mètres carrés la taxe a été réduite de 60%. M. Venizelos a ainsi mis en place une exemption importante pour les seules personnes qui pouvaient se permettre de payer l'impôt : les riches. (M. Venizelos est aussi l'homme responsable d'une loi accordant une large immunité aux ministres du gouvernement.) [note okeanews : E. Venizelos est également propriétaire d'un nombre conséquent de biens immobiliers, dont beaucoup ont été achetés courant 2010]

Ces manigances ont cours depuis des décennies. Le public est privé de la vraie information, puisque les chaînes de télévision, les journaux et les sites de nouvelles en ligne sont contrôlés par l'élite économique et politique.

Un autre scandale implique la liste dite de Lagarde. En 2010, Christine Lagarde , alors ministre des Finances françaises (et désormais à la tête du Fonds Monétaire International), a remis au gouvernement grec une liste de quelque 2000 citoyens grecs ayant des comptes bancaires suisses, pour aider à découvrir la fraude fiscale. Les autorités grecques n'ont pratiquement rien fait avec la liste, deux anciens ministres des Finances, Georges Papaconstantinou, et son successeur, M. Venizelos, auraient même déclaré au Parlement qu'ils ne savaient pas où elle était. Pendant ce temps, plusieurs médias ont faussement accusé certains hommes politiques et des hommes d'affaires d'être sur la liste, afin de dissimuler la triste réalité : les gens riches ont fraudé le fisc, tandis que leurs concitoyens désespérés étaient à la recherche de nourriture dans les poubelles. Lorsque Hot Doc, le mensuel que j'édite et publie, a rendu publique la liste en Octobre, j'ai été arrêté et accusé d'avoir violé la vie privée, mais j'ai été acquitté. Le résultat n'a pas plu à ceux qui sont au pouvoir. Je suis donc dans l'attente d'un second procès (la date n'a pas encore été définie) sur des allégations similaires et vagues. Tout au long de l'ensemble du processus – de la publication de la liste, mon arrestation, mon acquittement – les médias grecs étaient absents. C'était une actualité devenue mondiale pour la presse internationale, mais pas dans le pays où elle a eu lieu.

La raison en est simple. La liste de Lagarde implique un groupe corrompu qui répond au nom de la démocratie même si il l'annule négligemment : les fonctionnaires avec les sociétés offshore, des amis et des proches des ministres du gouvernement, des banquiers, des éditeurs et ceux qui sont impliqués dans le marché noir.

Après la publication de la liste dans mon magazine, le gouvernement grec n'a pas fait un seul commentaire sur le sujet.

Lorsque M. Venizelos a quitté le ministère des Finances en mars dernier, il n'a pas retransmis le CD avec la liste à son successeur. Il l'a gardé pour lui. Ce n'est que lorsque son successeur, Yannis Stournaras, a déclaré au Financial Times en Octobre qu'il n'avait jamais reçu la liste que M. Venizelos l'a rendu au bureau du premier ministre. Il n'a jamais été questionné au sujet du retard, et les chefs des trois partis de la coalition gouvernementale n'ont pas renvoyé son cas à la commission d'enquête parlementaire.

Pendant ce temps, une nouvelle version publiée de la liste précise que quelqu'un avait enlevé les noms de trois des proches de M. Papaconstantinou, qui était le ministre des Finances de 2009 à 2011, avant M. Venizelos. Le mois dernier, M. Papaconstantinou a été expulsé du Pasok. Maintenant, il fait face à une enquête parlementaire, à la levée potentielle de son immunité, à des poursuites en tant qu'ancien ministre et à des accusations de falsification des données. Il semble qu'il puisse devenir une nouvelle Iphigénie, un bouc émissaire sacrifié pour que le système politique corrompu puisse survivre.

Tout cela se déroule à un moment où la Grèce est sur la corde raide au-dessus de l'abîme de la faillite, tandis que le gouvernement de coalition met en place de nouvelles taxes pour les classes inférieures. La moitié des jeunes Grecs sont au chômage. L'économie se contracte à un rythme annuel de 6,9 pour cent. Les gens recherchent de la nourriture. Et un parti néo-nazi, l'Aube Dorée, est à la hausse, en exploitant le ressentiment et la rage envers la classe dirigeante.

Le peuple grec doit remonter sur leur vélo de la démocratie en exigeant la fin de la tromperie et de la corruption. Les journalistes doivent résister aux manipulations et redécouvrir leurs fonctions journalistiques. Et le gouvernement devrait relancer l'héritage de la Grèce antique – au lieu de tuer le messager.

Un article de l'AFP du 8 janvier 2013

Le chômage au plus haut dans la zone euro mais le pire est peut-être à venir. (09.01)

Le taux de chômage continue de voler de record en record dans la zone euro, où il a atteint 11,8% en novembre et touche particulièrement les pays soumis aux plus fortes cures d'austérité, comme l'Espagne et la Grèce, et rien ne semble indiquer un inversement de tendance.

Ce niveau record se traduit par le fait que 18,82 millions de personnes étaient au chômage dans la zone euro en novembre, soit une hausse de 113.000 par rapport à octobre. C'est aussi 2,015 millions de chômeurs de plus qu'en novembre 2011. Au niveau des 27, le nombre de chômeurs dépasse 26 millions.

Certes, la hausse mensuelle du nombre de chômeurs est la moins forte depuis août et la saignée est moindre que celle observée en octobre, où 220.000 personnes avaient rejoint les rangs des demandeurs d'emploi dans la zone euro.

Mais cela ne suffira pas à inverser la tendance, et *"il semble hautement probable que le taux de chômage dépasse clairement les 12% au cours de 2013"* dans la zone euro, estime Howard Archer, économiste d'IHS Global insight.

Le taux de chômage a atteint des niveaux exceptionnels en Espagne, où il touchait 26,6% de la population active en novembre, et en Grèce, où il a atteint 26% en septembre, dernier mois où des données sont disponibles.

Le Premier ministre irlandais Enda Kenny, en visite en Allemagne, a jugé *"complètement inacceptable que 26 millions de personnes soient au chômage en Europe"*.

En particulier, le chômage des jeunes n'est *"pas supportable"*, a-t-il dit. Le taux de chômage des jeunes était de 24,4% en novembre dans la zone euro, avec des pics à 57,6% en Grèce et 56,5% en Espagne.

De manière générale, les pays soumis à des cures d'austérité drastiques, le plus souvent pour accompagner un plan d'aide européen, ont vu leur taux de chômage grimper en un an: il est ainsi passé de 18,9% à 26% en Grèce et de 14,1% à 16,3% au Portugal.

Ces taux très élevés contrastent avec ceux observés en Autriche (4,5%), au Luxembourg (5,1%), en Allemagne (5,4%) et aux Pays-Bas (5,6%).

Le commissaire européen aux Affaires sociales Laszlo Andor l'a d'ailleurs reconnu mardi au cours d'une conférence de presse: *"le fossé s'élargit entre les pays confrontés à une hausse rapide du chômage et ceux où le marché du travail fonctionne mieux"*.

M. Andor, qui présentait mardi un rapport annuel de la Commission européenne sur l'emploi et la situation sociale en Europe, en a brossé un sombre tableau, qualifiant 2012 de *"très mauvaise année"*. De plus, *"la plupart des systèmes de sécurité sociale ont perdu une grande partie de leur capacité à protéger les revenus des ménages contre les effets de la crise"*, a-t-il noté.

M. Andor a jugé *"improbable que l'Europe connaisse beaucoup d'améliorations sur le plan socio-économique en 2013"*.

Pour que cela advienne, il faudra *"faire plus de progrès en matière de crédibilité dans la résolution de la crise de l'euro, trouver les ressources pour réaliser des investissements indispensables, y compris dans la formation, pour aider les gens à trouver un emploi et contre l'exclusion sociale, et faire en sorte que la finance agisse au service de l'économie réelle"*, a-t-il dit.

Le rapport de la Commission européenne montre notamment que les revenus disponibles des ménages ont baissé entre 2007 et 2011 de 17% en Grèce, 8% en Espagne, 7% à Chypre ou encore 5% en Estonie et en Irlande.

Interrogé sur le rôle qu'a pu jouer dans cette situation la politique de rigueur budgétaire, défendue par son collègue aux Affaires économiques Olli Rehn, M. Andor a répondu que "*la consolidation budgétaire était un objectif très important*". Mais "*nous avons toujours dit que cela devait être accompagné de politiques qui soutiennent la croissance*", a-t-il ajouté.

Un article de l'AFP du 9 janvier 2013

Affaire Fortis: le directeur financier de BNP Paribas inculpé en Belgique (10.01)

Le directeur financier du groupe BNP Paribas, Lars Machenil, a été inculpé en Belgique dans le cadre de l'enquête sur la débâcle du bancassureur belgo-néerlandais Fortis, rapportent mercredi les quotidiens économiques belges L'Echo et De Tijd.

Nommé en mars 2012 directeur financier de BNP Paribas, il occupait en 2008 ce poste chez Fortis Banque, filiale bancaire belge du groupe Fortis.

M. Machenil est le sixième cadre de Fortis à être inculpé dans ce dossier, instruit depuis quatre ans et visant à déterminer les responsabilités dans la chute du groupe.

Interrogée par l'AFP, BNP Paribas "*rappelle que la procédure belge est différente de la procédure française. Ce que l'on appelle inculpation en Belgique n'induit pas un renvoi au tribunal mais constitue une étape préliminaire*" de l'instruction.

Selon L'Echo, une septième personne aurait été inculpée. Le parquet de Bruxelles a fait savoir qu'il ne souhaitait pas faire de commentaire sur cette affaire.

Les autres inculpés sont l'ex-président du conseil d'administration de Fortis, Maurice Lippens, son ancien directeur général, Herman Verwilst, et trois autres responsables, Jean-Paul Votron, Gilbert Mittler et Filip Dierckx. Ce dernier est actuellement vice-président du comité de direction de BNP Paribas Fortis.

Ils sont accusés de manipulation de cours, escroquerie et faux en écriture. L'Echo ne précise pas quels sont les chefs d'inculpation de M. Machenil.

Les faits concernent l'augmentation de capital réalisée en 2007 par Fortis pour prendre le contrôle de la néerlandaise ABN Amro, conjointement avec l'espagnole Santander et la britannique Royal bank of Scotland (RBS).

Les informations communiquées aux investisseurs à cette occasion, notamment les comptes du groupe, n'auraient pas reflété la véritable situation de Fortis.

Au moment des faits considérés, M. Machenil était adjoint du directeur financier de Fortis, en charge de la comptabilité et du contrôle de gestion, et n'était pas membre du comité de direction.

Frappé de plein fouet par la crise financière en raison de son exposition aux subprimes, Fortis avait été démantelé en octobre 2008 et en partie nationalisé par les Pays-Bas pour 16,8 milliards d'euros, l'autre partie ayant été rachetée par le français BNP Paribas.

Un article de Mondialisatoion.ca du 1er janvier 2013

Espagne: le secteur bancaire manifeste contre les suppressions d'emplois. (10.01)

Des centaines de salariés des banques ont manifesté mercredi à Madrid et dans plusieurs villes d'Espagne pour dénoncer la mauvaise gestion d'un secteur aujourd'hui sinistré et la suppression de milliers d'emplois venant alimenter un chômage historique.

"Plus de 30.000 postes de travail ont été détruits depuis 2008, et tous les pronostics portent à croire que 20.000 autres vont être détruits au cours du prochain quinquennat", affirme l'UGT, qui avec l'autre principal syndicat du pays, CCOO, a appelé à manifester.

Selon la Banque d'Espagne, le secteur bancaire, jugé surdimensionné par rapport à la taille du pays, a perdu plus de 28.000 emplois entre 2008 et 2011, passant de 270.855 à 243.041 salariés. Le nombre d'agences bancaires est passé de 45.662 à 39.843.

De quoi alourdir un chômage qui frappe plus d'un actif sur quatre et un jeune actif de moins de 24 ans sur deux.

"Nous ne sommes pas des banquiers, nous sommes des travailleurs", hurlaient des centaines de salariés devant la banque d'Espagne à Madrid, dont de nombreux de Bankia, dont la déconfiture a poussé l'Union européenne à annoncer en juin une aide au secteur bancaire espagnol de jusqu'à 100 milliards d'euros.

Sur les 37 milliards déjà versés, Bankia en a reçu a elle seule 18.

"Bankia est le sommet de l'iceberg de tout le système financier qui est au bout du rouleau à cause de la mauvaise gestion des politiques et ce sont les salariés qui paient", dénonçait Anna Sanchez, une commerciale de Bankia de 44 ans.

"Nous sommes nombreux à travailler chez Bankia depuis plus de 25 ans et ils vont nous jeter à la rue avec une indemnisation ridicule", s'emporte aussi Isabel Gomez Suarez, une autre commerciale de 50 ans.

Des centaines d'autres salariés de Bankia se sont rassemblés à Barcelone, Valence, Avila, Las Palmas ou encore Ségovie.

Plus grande union de caisses d'épargne et quatrième banque du pays par les actifs, elle est devenue le symbole des excès des années de bulle immobilière où les banques ont prêté à tout-va.

La banque, qui compte 7,5 millions de clients, doit présenter mercredi aux syndicats les sacrifices liés à sa restructuration: d'ici 2015, elle devra supprimer quasiment 6.000 emplois, soit 28% de ses effectifs, passant de 20.589 employés à quelque 14.500.

Pour y parvenir, elle fermera plus d'un tiers (39%) de ses agences.

De son côté, la première banque de la zone euro par capitalisation Santander, a maintenu mercredi son intention d'absorber ses filiales Banesto et Banif, avec à la clef une coupe claire de 3.000 emplois, selon des sources syndicales.

Ébranlé par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, le secteur financier de la quatrième économie de la zone euro ne s'en est jamais vraiment remis, et certaines banques croulent désormais sous les actifs toxiques.

Quelque 36 milliards d'euros de ces actifs ont déjà été transférés à la Sareb, la "bad bank" espagnole imposée par Bruxelles.

Les salariés dénoncent eux une gestion catastrophique du secteur dont ils paient aujourd'hui les pots cassés.

"Nous considérons comme inacceptable que ceux qui ont abusé de leurs postes de direction dans les banques sauvées par l'Etat, comme (l'ancien président de Bankia Rodrigo) Rato, entre autres, se promènent en liberté alors qu'ils ont mené des milliers de familles à la ruine", affirme l'UGT.

Rodrigo Rato, ancien directeur général du FMI et ex-ministre, est poursuivi devant la justice, avec d'autres ex-membres de la direction de Bankia, pour, notamment, "escroquerie" et "détournement de fonds" face à la déconfiture de l'action Bankia.

Un article de l'AFP du 9 janvier 2013

Le panier des consommateurs atteint un record de prix "*historique*" en 2012. (10.01)

Après avoir déjà grimpé de 4,4% en 2011, le panier moyen des consommateurs a de nouveau progressé en 2012 (+3,49%), notamment en raison d'une flambée des "*premiers prix*", atteignant ainsi "*un record historique*", relève Familles rurales dans son Observatoire annuel.

Selon cette étude réalisée tous les ans et à paraître jeudi dans la Croix, en 2012 "*les prix ont fortement augmenté et cela dès le mois de mai*" et sont désormais "*les plus élevés*" jamais observés depuis la création de l'Observatoire en 2006.

Le "*record historique*" a été atteint en novembre, avec un panier moyen - qui comprend 35 produits de consommation courante (eaux, biscuits, jus de fruits, desserts, confiture, produits laitiers,...) - s'établissant à 138,63 euros.

Selon l'association de consommateurs, la hausse est particulièrement importante sur les produits "*premiers prix*", qui grimpent de 7,71%, franchissant la barre des 100 euros (100,79 euros).

"*Tous les panels sont à la hausse*" aussi bien les marques nationales (+2,19%), dont le panier atteint 178,18 euros, que les "*marques distributeurs*" (+2,17%), avec un panier moyen à 132,40 euros, qui atteignent ainsi 4% sur les trois dernières années.

Dans son panel, l'association compare les prix par type de magasins (hyper, supermarchés, magasins de proximité et hard-discount) mais aussi par type de produits (marques nationales, marques de distributeurs, 1er prix).

Les plus fortes hausses de prix ont été enregistrées dans les supermarchés en 2012, même s'ils restent l'endroit où les marques nationales sont les moins chères.

Concernant les "*premiers prix*", ce sont paradoxalement chez les hard-discounters que le panier moyen est le plus cher à 104,39 euros, contre 99,82 en supermarchés et 99,2 en hypers.

Enquête réalisée par un réseau de 80 "*veilleurs consommation*" issus de 36 départements dans 86 magasins. Les relevés sont faits tous les deux mois.

Un article de l'AFP du 10 janvier 2013

Les "minijobs" critiqués dans une Allemagne qui doute de son modèle social. (11.01)

Plus de 7 millions d'Allemands sont employés dans des "minijobs", mais ces contrats précaires, peu rémunérés et dispensés de charges sociales sont de plus en plus montrés du doigt dans une Allemagne qui s'interroge sur la face obscure de son succès économique.

Ces contrats ont notamment été accusés d'alimenter une "bombe à retardement" en condamnant les salariés durablement employés sous ce dispositif à des retraites dérisoires.

Pour répondre aux critiques, le gouvernement d'Angela Merkel a relevé au 1er janvier le plafond de rémunération de ces emplois, de 400 à 450 euros par mois, et les minijobs signés après cette date seront soumis aux cotisations retraite, sauf si les salariés y renoncent expressément.

Mais pour Dorothea Voss, chercheuse à la fondation Hans-Böckler, proche du syndicat DGB, cette mesure ne fait qu'aggraver le problème en "renforçant une forme d'emploi, catastrophique du point de vue de la protection sociale, et qui ne permet pas de vivre décemment".

Avec le nouveau règlement, les minijobbers "vont certes pouvoir cotiser pour une retraite, mais très faible. Encourager ce genre de contrat, c'est programmer (à terme) une vague de pauvreté chez les seniors", prévient-elle.

Les minijobs, créés dans les années 1970, se sont fortement développés après les grandes réformes du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder entre 2003 et 2005.

Leur nombre atteignait 7,4 millions fin septembre 2012, sur une population active de 42 millions de personnes. Ils sont l'un des symboles de la flexibilisation du marché du travail en Allemagne, où le taux de chômage a chuté à 6,5% après un pic à 11,5% en avril 2005.

On les soupçonne toutefois d'avoir prospéré au détriment des emplois soumis à cotisation, comme l'a récemment suggéré une étude d'un institut de recherche qui dépend de l'agence allemande pour l'emploi.

Cette étude pointait le recours massif aux minijobs dans les petites entreprises et des secteurs comme la restauration (34% des salariés) ou la distribution (23%).

Dans ces entreprises, il s'agit très majoritairement de postes peu qualifiés. "C'est dans les minijobs que l'on trouve la plus haute proportion de bas salaires" horaires, d'autant que les minijobbers sont souvent moins payés que les autres salariés à fonction égale, dénonce Mme Voss.

Selon le DGB, les trois quarts touchent moins de 8,5 euros net par heure, et parfois même moins de 5 euros...

La question de la pauvreté a été choisie par l'opposition sociale-démocrate (SPD) comme cheval de bataille pour la campagne des législatives prévues en septembre. Le SPD promet de créer un salaire minimum universel de 8,5 euros s'il arrive au pouvoir.

Mais le sujet préoccupe aussi au sein du gouvernement allemand. La ministre de la Famille, Kristina Schröder, s'est émue début janvier des faibles perspectives d'accès à un meilleur emploi pour les minijobbers, notamment les femmes qui en représentent les deux tiers.

Les minijobs ne sont que "dans des cas rarissimes" un tremplin, "on constate que les gens n'en sortent pas", a-t-elle déploré.

Ces emplois permettent néanmoins à des personnes d'améliorer leurs conditions matérielles, plaide Holger Schäfer, économiste de l'Institut de l'Economie allemande (IW), proche du patronat.

"On ne peut pas vivre que des minijobs (mais) un chômeur indemnisé qui a un minijob est moins en danger de paupérisation qu'un chômeur sans minijob", explique-t-il. (Admirez le cynisme ! Quelle aubaine en effet, vous êtes trop bon monseigneur ! - Ndlr)

Cette forme d'emploi est utile comme revenu complémentaire, cumulé avec l'allocation de chômage longue durée (Hartz IV), ou pour une épouse dont le mari assure l'essentiel des revenus du ménage, argumente-t-il.

Selon M. Schäfer, l'appétit des chefs d'entreprises pour les minijobs ne s'explique "*pas tant (par) leur coût moindre que par une flexibilité plus grande*", notamment dans les démarches administratives --une simple feuille A4 suffit pour déclarer un salarié-- et dans le choix des horaires, calés sur les heures d'activités intenses.

Commentaire.

Quand ces sous-emplois rémunérés une misère ont été institués, puis se sont développés sous Gerhard Schröder dans le cadre de l'Agenda 2010, cela n'a pas vraiment gêné le SPD, parti du chancelier social-démocrate, le DGB lié au SPD n'a pas trouvé utile de rompre ses relations avec ce parti, le gouvernement et le patronat, il a donc légitimé cette main d'oeuvre bon marché pour les esclavagistes des temps modernes.

Quand on s'accommode du capitalisme, qu'on l'accompagne, on est condamné à boire la ciguë de la trahison jusqu'à la lie.

Un article de lexpress.fr du 11 janvier 2013

Dans la Loire, 170 élus vont démissionner en bloc pour défendre leur commune. (12.01)

Pour protester contre l'élargissement de la communauté d'agglomération de Roanne, environ 170 maires, adjoints et conseillers municipaux s'apprêtent à démissionner collectivement. Une première à cette échelle.

Ce samedi 12 janvier, quinze villages du Roannais perdront leurs maires. Et derrière eux, des dizaines d'adjoints et de conseillers municipaux leur emboîteront le pas. En tout, pas moins de 170 élus remettront ce jour là, en main propre - et "*le coeur déchiré*", selon l'un d'eux -, leur démission à Fabienne Buccio, préfète de la Loire. Avant de défiler, écharpes tricolores sur l'épaule, dans les rues de Saint-Etienne, le matin, et dans celles de Roanne, l'après-midi.

A l'origine de ce sabotage collectif? La réforme territoriale, votée en décembre 2010, qui redessine la carte des collectivités et incite aux regroupements dans des structures intercommunales plus vastes. Un objectif louable dans notre pays célèbre pour ces 36 000 communes, mais dont l'application ne va pas sans heurts. Dans le Roannais, elle provoque un vent de révolte inégalé par son ampleur. En cause, l'élargissement de Grand Roanne agglomération (GRA) à 40 localités contre six auparavant -soit plus de 100 000 habitants-, depuis le 1er janvier 2013. Et ceci, alors même que la moitié des conseils municipaux concernés se sont prononcés contre ces nouvelles frontières.

Pour les réfractaires, principalement des élus ruraux, leurs communes courent le risque de n'être plus que des "*coquilles vides*", privées de toute compétence. Ils craignent également d'être purement et simplement "*annexés*" par la sous-préfecture. "*Avec Roanne [38 000 habitants], nous ne partageons pas les mêmes problématiques, qu'on nous foute la paix !*", martèle Yves Durand (sans étiquette), maire démissionnaire de la bourgade de Saint-Haon-le-Châtel et porte-parole du collectif d'opposants.

Depuis des mois, le dossier enflamme le territoire. En octobre dernier, les pourfendeurs de l'élargissement s'étaient enchaînés aux grilles de la sous-préfecture pour défendre leurs vues et tenter d'imposer un projet alternatif (le regroupement de trois communautés de communes dans un ensemble cohérent de 20 000 habitants baptisé "*Plaine et Côte roannaises*"). "*Mais pourquoi donc forcer des gens qui ne souhaitent pas travailler ensemble à s'associer?*", s'étrangle Yves Durand. "*Le dialogue n'a pas pu se nouer, toute proposition ayant été systématiquement refusée*", rétorque le roannais Christian Avocat (PS), président de GRA et cheville-ouvrière de l'élargissement. D'ici la fin du mois, il présidera le premier conseil communautaire du nouveau Grand Roanne. Avec nombre de chaises vides autour de la table...

Après avoir reçu les démissions des maires et autres élus, la préfète de la Loire dispose d'un mois pour les valider. S'il manque plus de la moitié de l'effectif d'un conseil municipal, des élections partielles devront se tenir dans un délai de trois mois. Dans les villages qui n'auraient plus un seul élu, la préfète devra nommer une délégation spéciale constituée de trois personnes choisies pour leur neutralité politique - bien souvent, il s'agit de fonctionnaires d'Etat. Cette équipe gèrerait alors les affaires courantes. Elle aurait aussi pour mission l'organisation d'un nouveau scrutin dans un délai de trois mois également.

Un article de lefigaro.fr du 11 janvier 2013

Mali. C'est l'Union sacrée (Le Figaro) (12.01)

(Titre du Figaro : *Mali : la classe politique quasi unanime derrière Hollande*, la réserve n'était pas de mise comme vous pourrez le lire plus loin, il est intéressant de constater que Le Figaro se fait gracieusement le porte-parole de Mélenchon)

Hormis Mélenchon et Mamère, la majorité des personnalités politiques saluent la décision du chef de l'Etat d'engager les forces françaises aux côtés des soldats maliens pour combattre les groupes islamistes armés.

C'est l'Union sacrée. Une pluie de réactions de soutien a suivi vendredi le discours de François Hollande confirmant l'engagement français auprès des troupes maliennes, aussi longtemps que «nécessaire». La majorité soutient «pleinement» la décision du président, a ainsi déclaré vendredi le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Bruno Le Roux, sur BFM TV. Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, a de son côté affirmé dans un communiqué soutenir «sans réserve cette décision très ferme prise en réponse à la demande du président malien». «Dans le respect de la légalité internationale, l'intervention de la France vise à préserver la souveraineté du Mali sur son territoire et à garantir la sécurité de nos nombreux ressortissants dans ce pays», a-t-il précisé. Le président socialiste du Sénat, Jean-Pierre Bel, a déclaré dans un communiqué qu'il «approuv(ait) la décision» de Hollande, qui «répond à une situation d'urgence».

Soutien affiché à droite

L'opposition a elle aussi affiché son soutien. A l'UMP, les deux ex-rivaux de la présidence, Jean-François Copé et François Fillon, ont salué cette décision. Pour Copé, «l'intervention de l'armée française se fait dans une parfaite légalité internationale. La France se montre fidèle à ses valeurs universelles, celles-là même qui ont justifié l'intervention en Afghanistan contre l'extrémisme, le fanatisme, le terrorisme et en faveur de la paix et de la sécurité internationales». Même tonalité dans les propos de l'ex-premier ministre, qui a appelé à l'unité sur Twitter:

François Fillon : *La lutte contre le terrorisme exige l'unité de la Nation au-delà des clivages partisans.*

Un «total soutien» a aussi été apporté par l'ex-ministre Nadine Morano, sur Twitter:

Nadine Morano : *Contre le terrorisme la France doit parler d'une seule voix. Total soutien à l'intervention militaire de nos forces armées au Mali.*

La présidente du Front national, Marine Le Pen, a quant à elle jugé «légitime» l'engagement de l'armée française au Mali.

Les leaders centristes Jean-Louis Borloo (UDI) et François Bayrou (MoDem) ont mis en avant l'«urgence» qu'il y avait à agir. «La décision d'engager les troupes françaises est un acte grave qui nécessite un débat», a toutefois noté Jean-Louis Borloo.

La décision de François Hollande était «indispensable» a estimé le député souverainiste Nicolas Dupont-Aignan.

Mélenchon, voix discordante

C' est finalement à gauche de la gauche ou chez les écologistes que quelques voix dissonantes se faisaient entendre vendredi. Le député EELV Noël Mamère a affirmé «s'étonner que le président de la République reproduise les mêmes méthodes que son prédécesseur en ne saisissant le Parlement qu'une fois les opérations lancées», en référence à l'intervention française en Libye, décidée par Nicolas Sarkozy en 2001.

Le co-président du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, s'est lui montré plus circonspect. *«L'intérêt d'une intervention militaire extérieure pour régler le problème posé au nord du Mali est discutable»* et *«en décider seul, sans en saisir préalablement ni le gouvernement ni le Parlement, est condamnable»*.

Le premier ministre Jean-Marc Ayrault a appelé vendredi l'ensemble des responsables politiques pour les informer de la situation. Il recevra lundi les responsables parlementaires.

Commentaire.

En réalité, les va-t-en-guerre Borloo, Mélenchon et Mamère regrette seulement de ne pas avoir été associés plus directement à cette décision. Ne vous en faites pas, on sait dans quel camp vous êtes.

Un article de lemonde.fr du 12 janvier 2013

Liquidation du CDI. Le retour du patron de droit divin. (13.01)

(Titre du Monde : *Licenciements, droits des salariés... Ce qui va changer avec l'accord sur l'emploi*)

L'accord modifie en profondeur des pans entiers du code du travail. Certaines mesures donnent une plus grande liberté d'action aux entreprises qui veulent se restructurer. D'autres renforcent la protection des salariés.

- **Licenciements. (Licenciements arbitraire facilités et moins coûteux, sans recours ou presque. - Ndlr)**

Les règles de contestation des licenciements économiques collectifs sont bouleversées. Le but est de limiter le contrôle des tribunaux, qui débouche parfois sur l'annulation du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE, plan social) ou sur le versement de dommages et intérêts aux salariés. Désormais, la procédure et le contenu du PSE feront l'objet soit d'un accord majoritaire, soit d'une procédure d'homologation par l'administration. Des recours devant le juge sont possibles, contre la procédure elle-même ou contre la teneur du PSE. Le salarié peut également saisir la justice si le motif du plan social ne lui paraît pas valable – mais dans des délais plus courts qu'avant. Pour fixer l'ordre dans lequel les salariés sont licenciés, le chef d'entreprise aura la possibilité de "privilégier la compétence professionnelle".

- **Conciliation (Faciliter les licenciements. - Ndlr)**

L'objectif est d'accélérer la résolution des litiges liés à un licenciement. Lors de l'audience de conciliation, qui se tient au début de la procédure devant les prud'hommes, le patron et son salarié peuvent mettre fin à leur différend, moyennant le versement à ce dernier d'une indemnité forfaitaire, qui varie en fonction de son ancienneté.

- **Accords de maintien dans l'emploi. (Un élément essentiel du contrat de travail est liquidé. Le salarié devient taillable et corvéable à merci. - Ndlr)**

Ils consistent à permettre aux entreprises confrontées "à de graves difficultés conjoncturelles" de baisser les rémunérations et/ou le temps de travail ; en contrepartie, elles s'engagent à ne pas licencier. L'accord, qui nécessite le feu vert du ou des syndicat(s) représentant au moins 50 % du personnel, est conclu pour une durée maximale de deux ans. Les salariés qui refusent de se plier à ces nouvelles conditions de travail sont licenciés. L'employeur doit leur proposer "des mesures d'accompagnement" mais il n'est pas soumis aux obligations liées à un licenciement économique collectif (offre de reclassement, etc.).

- **Mobilité interne. (Un élément essentiel du contrat de travail, la notion de poste de travail, est liquidé. -Ndlr)**

Les entreprises peuvent mettre en place une organisation qui contraigne, en cas de besoin, les salariés à changer de poste ou de lieu de travail. Celui qui refuse cette nouvelle affectation est licencié "pour motif personnel" ; il a droit à des "mesures de reclassement" mais les obligations pesant sur l'employeur sont moins fortes que celles liées à un licenciement économique.

- **Droits rechargeables. (Un "droit" soumis à réserves, remis en cause éventuellement. - Ndlr)**

Cette mesure cherche à encourager le retour sur le marché du travail des chômeurs. Elle leur permet, quand ils reprennent une activité, de garder les droits à l'assurance-chômage non utilisés. Toutefois, ce dispositif ne doit pas "aggraver le déséquilibre financier" de l'Unedic. A cet effet, des études d'impact seront conduites et suivies de mesures correctrices en cas de dérapage. La construction du dispositif sera aussi tributaire de négociations sur la convention d'assurance-chômage, qui doivent s'ouvrir cette année.

- **Généralisation de la complémentaire santé (Un "droit" applicable à partir de... 2016. - Ndlr)**

Les entreprises devront souscrire un contrat auprès d'un organisme (mutuelle, assurance, institution paritaire...) pour proposer à leur personnel une couverture collective complémentaire des frais de santé. Le financement de ce mécanisme sera partagé par moitié entre les salariés et les employeurs. Les salariés qui perdent leur emploi bénéficieront de la couverture santé et prévoyance pour une durée portée à un an (contre neuf mois jusqu'à maintenant).

- Temps partiel. (Normalisation de l'emploi à la carte. -Ndlr)

Pour mieux encadrer l'exercice du temps partiel, des négociations s'ouvriront, notamment dans les branches très concernées par le phénomène (au moins un tiers des effectifs). Les salariés ne pourront pas travailler moins de vingt-quatre heures par semaine (excepté ceux qui sont employés par des particuliers et les étudiants de moins de 26 ans). Toutefois, une durée d'activité inférieure est possible si le salarié le demande pour être au service de plusieurs employeurs.

- Compte personnel de formation (L'équivalent du carnet de travail du régime de Vichy - Ndlr)

Dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à son départ à la retraite, toute personne aura un compte individuel de formation, quel que soit son parcours professionnel.

- Information et représentation des salariés (collaboration de classes permanente renforcée - Ndlr)

L'accord instaure une "*base de données unique*" sur l'entreprise, consultable par les représentants du personnel et par les délégués syndicaux. Ces informations visent à donner "*une présentation pédagogique (...) des options stratégiques*" de la société. Dans les entreprises employant au moins 10 000 personnes dans le monde ou au moins 5 000 en France, il est prévu d'accorder un ou deux postes d'administrateur aux salariés (avec voix délibérative).

Commentaire.

Impossible d'imaginer un accord plus pourri, anti-ouvrier, c'est un accord patronal.

En réalité les syndicats s'en foutent pour au moins deux raisons.

La première parce qu'il ne concerne qu'à la marge leur fond de commerce étant implantés essentiellement dans la fonction publique qui n'est pas concernée par cet accord.

Deuxièmement, parce qu'étant totalement inféodés au capitalisme, la crise qu'il traverse aujourd'hui nécessite qu'ils montent au créneau pour défendre ses intérêts.

Il y a lieu de considérer tous les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC et CGE-CGC vendus au capital, dans la mesure où ils ont tous accepté de participer à cette mascarade tout en connaissant depuis le départ son objectif et son issu, leur simple participation suffisait à les légitimer, et au regard des pans entiers de la législation du travail qui sont liquidés, la distinction s'efface entre syndicats jaunes et syndicats traîtres, de syndicats ouvriers ils sont tous devenus des syndicats patronaux.

En réalité ils l'étaient déjà, mais là, selon le processus dialectique de la transformation de la quantité en qualité, ils ont franchi une nouvelle étape qui en font directement des outils de destruction de nos droits sociaux, au même titre par exemple que le législateur quand il décide unilatéralement d'édicter une nouvelle loi ou de procéder par décret portant atteinte aux intérêts des travailleurs.

Vous aurez noté que tout cela s'est accompli avec la complicité du Front de gauche, du POI, du NPA et de LO.

Un article de liberation.fr du 15 janvier 2013

Retraites complémentaires : le Medef demande des efforts aux salariés. (16.01)

Le projet d'accord présenté aux partenaires sociaux prévoit un gel des pensions et anticipe un recul de l'âge du départ à la retraite.

Ils ne se quittent plus. Quatre jours après la fin des discussions sur l'emploi, patronat et syndicats se sont retrouvés ce mardi, toujours au siège du Medef, avenue Bosquet à Paris. Mais cette fois pour reprendre leurs palabres sur les retraites complémentaires du privé, interrompus depuis la mi-décembre. Mais le projet d'accord soumis ce matin par l'organisation patronale, qui prévoit notamment un gel des pensions, a été déclaré non recevable par les négociateurs syndicaux.

Les partenaires sociaux ont jusqu'à fin mars pour trouver un accord redressant les comptes de l'Arcco (qui gère les retraites complémentaires des salariés) et l'Agirc (pour les cadres). La question n'a rien d'anecdotique : en moyenne, la retraite complémentaire représente 30% de la pension d'un salarié, et 57% de celle d'un cadre. Fin 2010, on comptait 22 millions de cotisants pour 14 millions de retraités environ. Mais à eux deux, ces organismes affichent en effet un déficit de 4,8 milliards d'euros en 2012, et qui pourrait culminer à 10,4 milliards en 2017. Autour de la table, personne ne conteste le problème. Mais le choix du remède est une autre affaire.

Dans son projet d'accord (lire ci-dessous), le Medef propose en effet de faire reposer l'essentiel de l'effort sur les cotisants, via une revalorisation des pensions inférieure de 1,5 points à l'augmentation des prix pour 2013-2014, puis de un point jusqu'en 2017. Autre idée : en cas de décès d'un retraité percevant une retraite complémentaire, les taux de réversion de celle-ci à ses ayants droit (conjoint ou enfants) seraient diminués, avec un taux maximum de 56% contre 60% aujourd'hui. Ces deux réformes permettraient des économies de 4,4 milliards d'euros à horizon 2017.

Au-delà de ces mesures «*conservatoires*», qui doivent permettre de faire tenir le système avant une éventuelle réforme globale des retraites, le document patronal présente aussi des objectifs à plus long terme. Et notamment, à partir de 2019, un recul progressif de l'âge à partir duquel il est possible de toucher sa retraite complémentaire à taux plein «*dès lors que l'on a liquidé sa retraite de base à taux plein*». En clair, le projet d'accord anticipe déjà un recul de l'âge de départ à la retraite pour le régime général, question qui doit être abordée au printemps lors de nouvelles négociations sur le sujet.

C'est peu dire que ce programme n'est pas du goût des syndicats. Si la plupart, CGT exclue, ne refusent pas d'envisager une sous-indexation temporaire, une décote de 1,5 point est exclue. Car, en cas d'inflation inférieure à ce chiffre (elle a été de 1,2% en 2012), l'évolution des pensions serait négative. En outre, les représentants des salariés exigent que le patronat prenne sa part de l'effort via une augmentation des cotisations, mesure que l'on cherche en vain dans le projet d'accord du Medef. Selon la CGT, une augmentation des cotisations de 1,65 point pour l'Agirc et de 1,06 point pour l'Arcco, supportée à 90 % par les employeurs, assurerait l'équilibre des deux régimes jusqu'en 2017.

Bref, moins «*grand public*» que les discussions sur l'emploi, les négociations Agirc-Arrco n'en seront pas moins disputées, d'autant que le rapport de force qui s'y établira déterminera en partie celui de la prochaine réforme du régime général. La partie de bas de fer est loin d'être finie, avenue Bosquet.

Un article de Reuters du 15 janvier 2013

La Cades émettra 30 milliards d'euros de dette en 2013. (16.01)

La Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) émettra 30 milliards d'euros de dette en 2013, soit 10 milliards d'euros de moins qu'en 2012, a annoncé mardi son président Patrice Ract Madoux.

Lors d'une conférence de presse, il a précisé que sur les 30 milliards d'euros que la Caisse prévoit d'émettre, 20 milliards d'euros porteront sur des obligations de moyen et long terme.

En 2012, la Cades a émis 30,2 milliards d'euros de dette à moyen et long terme sur un total de 40 milliards, ce qui la place dans le club des grands émetteurs quasi-souverains comme la banque publique allemande KfW ou la Banque européenne d'investissement (BEI).

Créée en 1996 pour reprendre les déficits accumulés par la Sécurité sociale, la Cades a finalement été amenée à reprendre au fil des ans 209,2 milliards de dette à fin 2012.

Selon les prévisions de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013, elle reprendra cette année 8,1 milliards d'euros, ce qui portera le montant cumulé depuis 1996 à 217,1 milliards d'euros. Elle remboursera cette année 12,4 milliards d'euros, selon les prévisions, soit 84,1 milliards d'amortissements cumulés.

Contrairement aux années précédentes, la loi de 2013, qui prévoit un déficit du régime général de la Sécurité sociale de 11,5 milliards d'euros auxquels s'ajoute un trou de 2,5 milliards d'euros du Fonds de solidarité vieillesse (FSV), ne transfère pas de nouvelle dette à la Cades.

Conformément à la loi de réforme des retraites, elle a pour mission de reprendre, entre 2012 et 2018, 68 milliards d'euros de déficit cumulé du régime vieillesse et du FSV, à raison de 10 milliards maximum par an. En 2013, elle reprendra 8,1 milliards d'euros.

Pour faire face au déficit, le gouvernement a préféré cette année remonter le plafond de découvert autorisé de l'Acoss, la banque de la Sécurité sociale, à 29,5 milliards d'euros (contre 22,0 milliards en 2012) - une dette qui, comme par le passé, serait transférée pour tout ou partie à la Cades.

"Ce plafond est un indicateur avancé de ce que la Cades pourrait être amenée à reprendre", a dit Patrice Ract Madoux qui estime que, dans l'hypothèse d'un nouveau transfert à la Caisse, il n'y aurait pas de raison majeure de prolonger la durée de vie de la Caisse au-delà de 2025.

Une loi organique et le Conseil constitutionnel obligent les gouvernements à affecter des ressources nouvelles à la Cades pour tout nouveau transfert de dette supplémentaire.

Les besoins de financement de la Caisse en 2013 sont en baisse sensible (46,4 milliards d'euros, soit 20 milliards de moins qu'en 2012).

Ils comprennent la reprise de dette de 8,1 milliards d'euros, 10,4 milliards d'euros de remboursements de titres de maturité courte, 20,4 milliards de remboursements de titres moyen/long terme, 4,1 milliards d'euros d'intérêts et 3,4 milliards d'euros d'appel de marges.

Ces besoins sont couverts pour 30 milliards d'euros par les émissions de dette, et à hauteur de 16,4 milliards d'euros par plusieurs ressources : contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), une partie de la contribution sociale généralisée (CSG), un versement du Fonds de réserve des retraites et un prélèvement de 2,2% sur les revenus du capital.

La Cades, qui bénéficie de la garantie implicite de la République française, a, comme elle, vu en 2012 ses notes de crédit "AAA" (Standard & Poor's) et "Aaa" (Moody's) abaissées à "AA+" et à "Aa1" avec perspective négative.

Cela n'a pas empêché la Cades, à l'instar de la France, de se financer à des taux historiquement bas.

Le taux de financement moyen de la Caisse est ainsi tombé à 2,7% en moyenne contre 2,9% en 2012, a précisé Pierre Hainry, responsable adjoint des opérations de marché.

Commentaire

Je n'ai pas le temps de me pencher sur cette question et de faire le calcul, ce qui est sûr c'est que par le biais de cette dette on engraisse les marchés financiers, et les syndicats qui participent à la gestion des organismes sociaux en sont les complices. Comment, ils ne vous l'ont pas dit, combien de milliards d'euros d'intérêts ils leur ont fait cadeaux ?

Un article de l'AFP du 16 janvier 2013

Le visage du commerce mondial transformé par de nouvelles données. (17.01)

L'OCDE et l'OMC ont publié mercredi de nouvelles statistiques qui prennent mieux en compte la réalité de la mondialisation dans le commerce international, révélant notamment un poids plus important des services.

Selon ces nouvelles données, les services, qui représentent un peu plus de 20% du commerce mondial dans les calculs traditionnels, ont en fait un poids deux fois plus important, expliquent l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans un communiqué.

Cette initiative conjointe sur les échanges en valeur ajoutée *"rompt avec les statistiques commerciales classiques qui mesurent les flux bruts de biens et de services à chaque franchissement de frontière"*, affirment-elles.

"Elle cherche plutôt à analyser la valeur ajoutée par les pays dans la production des biens ou services exportés et offre ainsi une vision plus complète des relations commerciales entre les nations", estiment ces institutions.

"Un bien produit dans l'UE et exporté aux Etats-Unis inclut des composants de Chine et du Japon, utilisant des matières premières et des services en provenance d'Australie, de Russie ou d'Inde", a lancé le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors d'une conférence de presse à Paris.

Ainsi, selon l'expression du directeur général de l'OMC Pascal Lamy, les produits seraient désormais *"made in the world"*, ou *"fabriqués dans le monde"*, et non plus *"made in France"*, *"made in Italy"* ou *"made in China"*.

Parmi les principaux enseignements tirés de cette première étude, qui sera approfondie dans les prochains mois, on constate que *"l'excédent commercial bilatéral de la Chine avec les Etats-Unis est inférieur de 25% lorsqu'il est calculé en valeur ajoutée"*. Cet écart s'explique par le fait que les produits exportés par la Chine aux Etats-Unis intègrent en réalité une grande part de services et biens intermédiaires américains.

40% de la valeur de l'électronique chinoise

Autre constat: en valeur ajoutée, les Etats-Unis prennent la place de l'Allemagne comme premier partenaire commercial de la France. Cette dernière *"exporte des biens et services intermédiaires vers l'Allemagne et les autres économies européennes, mais une partie de la valeur ajoutée ainsi exportée se dirige vers des marchés tiers, notamment les Etats-Unis"*, une fois les biens européens exportés vers les Etats-Unis, expliquent les auteurs de l'étude.

Du coup, le déficit commercial de la France vis-à-vis des Etats-Unis est moindre lorsqu'on le calcule en valeur ajoutée.

En outre, les exportations de services, qui sont déjà un point fort de l'économie française, sortent encore renforcées par cette nouvelle approche: 55% de la valeur ajoutée des exportations brutes totales vient des services.

Par ailleurs, la puissance exportatrice de certains pays, comme l'Allemagne, est mieux mise en perspective par cette analyse plus fine. Ainsi *"un tiers de la valeur totale des véhicules automobiles exportés d'Allemagne vient en fait d'autres pays, et le contenu étranger représente près de 40% de la valeur totale des exportations de produits électroniques chinois"*, soulignent les experts de l'OCDE et de l'OMC.

Autrement dit, *"si l'Allemagne disait +pas d'importations+, et bien, elle n'exporterait plus de voitures"*, a fait valoir Angel Gurría.

Pour Pascal Lamy, "*les pays qui exportent le plus et le mieux sont les pays qui importent le plus et le mieux*". "*Bloquer les importations nuit à la croissance de la productivité d'un pays et nuit donc automatiquement à sa compétitivité*", a renchéri le secrétaire général de l'OCDE.

Commentaire.

Ne plaisantez pas, les économistes et autres experts de l'OCDE et de l'OMC viennent de faire une grande découverte que nous avons déjà intégré dans nos analyses depuis des années. Cette annonce recouvre autre chose, quoi, je n'en sais rien, peut-être que la "*made in monde*" accompagnerait bien sur le plan politique de la liquidation des Etats ou nations et annonce une nouvelle offensive dans cette direction...

Un article du monde.fr du 16 janvier 2013

"Le risque est grand de voir Bamako mener de larges représailles contre les Touareg". (17.01)

Pierre Boilley est le directeur du Centre d'études des mondes africains. Spécialiste du Sahel, il analyse les combats entre groupes islamistes et l'armée française ainsi que leurs conséquences sur l'avenir du Mali.

Le président français, François Hollande, emploie le seul vocable "terroristes" pour désigner les ennemis de la France sur le sol malien. Est-ce le bon terme ?

Il est en partie faux. Pour l'essentiel, ces troupes sont composées des combattants islamistes d'Ansar Eddine qui veulent instaurer la loi islamique au Mali. Leur démarche est religieuse mais aussi politique au sens où ce groupe est une dissidence de la rébellion touareg malienne du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Ce groupe n'a jamais fait d'enlèvements ou posé des bombes contre des objectifs civils. Ce qui n'est pas le cas, en revanche, des membres du Mujao ou d'Al-Qaida au Maghreb islamique, présents dans les rangs opposés aux soldats français. Il faut prendre garde aux termes employés pour ne pas trahir la réalité du terrain.

Des représentants du MNLA et d'Ansar Eddine se sont déclarés prêts, fin décembre 2012, à cesser les hostilités. Comment expliquez-vous l'offensive islamiste ?

L'une des principales causes de cette offensive est liée au fait que cette rencontre, le 21 décembre, à Alger était une négociation fantoche. Le chef d'Ansar Eddine, Iyad ag Ghali, a été tenu à l'écart. Il a vite dénoncé des pourparlers menés par des personnes sans mandat et manipulés par Alger. Le 2 janvier, il a publié une plate-forme qui valait déclaration de guerre. Le 4 janvier, il a confirmé publiquement qu'il attaquerait l'Etat malien s'il ne renonçait pas à la laïcité.

Sa décision de lancer l'opération vers le sud du pays obéit aussi à des plans déjà évoqués par les chefs islamistes du Mali qui prévoient de faire le lien avec d'autres forces fondamentalistes de la région, dont celles de Boko Haram au Nigeria.

Le MNLA a également souligné, pour sa part, l'absence de représentativité des personnes présentes à Alger. Cette fausse concertation a accéléré la mobilisation de la branche radicale d'Ansar Eddine alors que d'autres chefs coutumiers de ce mouvement, Bajan ag Hamatou ou Alghabass ag Intalla, plus modérés, soutenaient encore la voie de la négociation.

Existe-t-il des dissensions parmi les combattants islamistes ?

Les troupes islamistes ne sont pas toutes des salafistes acharnés. Il existe différents courants mais ils restent minoritaires. Par ailleurs, beaucoup de combattants ont rejoint ces rangs pour des raisons financières. AQMI a de l'argent grâce aux otages, les caisses d'Ansar Eddine sont en partie remplies par Alger et le Mujao reçoit des fonds manifestement par l'intermédiaire du Croissant-Rouge qatari et des réseaux saoudiens. La fidélité des soldats islamistes n'est pas que religieuse et peut donc vite s'évanouir.

L'intervention française était-elle inéluctable ?

A l'origine, cela aurait dû rester une affaire malienne. Tant qu'AQMI était isolé, il aurait pu être éradiqué avec l'aide de l'Algérie et de la Mauritanie. Mais les liens entre les djihadistes d'AQMI et la présidence malienne ont mis en échec ce souhait. Des alliances locales ont ensuite modifié les lignes et AQMI est devenu un vrai problème pour le Mali. La venue de forces africaines était une solution peu viable et le processus était bloqué. Le MNLA, vaincu militairement par les groupes islamistes, se réorganisait et privilégiait la négociation avec Bamako. L'ouverture restait potentielle.

On dirait que vous saluez l'arrivée des militaires français...

Dès lors que les soldats français sont sur le sol malien, il faut qu'ils assument leurs actes jusqu'au bout, c'est au moins une garantie. Car il ne faut pas laisser la main à la seule armée malienne. Le risque est grand que les autorités de Bamako, soutenues par une armée putschiste, ne profitent de la présence des militaires français au Mali pour mener de larges représailles contre les Touareg à l'abri du paravent antiterroriste. On peut s'inquiéter quand on entend le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, appeler à la reconquête. Nous savons déjà que les civils touareg ne sont pas épargnés par les soldats maliens.

Les Français en ont conscience car des contacts existent avec le MNLA pour ne pas confondre ses forces avec celles des islamistes. La stabilité du Mali ne peut se faire sans régler la question touareg et le problème de la marginalisation du nord du pays qui ont nourri le terreau djihadiste.

Un article de l'AFP du 17 janvier 2013

Près d'un tiers des chômeurs travaillent à temps réduit. (18.01)

De plus de plus de demandeurs d'emploi travaillent partiellement: près d'un tiers mi-2012, contre la moitié au milieu des années 1990, selon une étude publiée jeudi par le ministère du Travail.

Alors que la catégorie A des chômeurs sans activité focalise en général l'attention, cette enquête permet de mieux cerner ceux qui travaillent à temps réduit, en conservant souvent une partie de leur allocation: les catégories B (ayant travaillé moins de 78 heures dans le mois) et C (78 heures ou plus).

Fin juin 2012, ils étaient 1,4 million, soit 31% des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C réunies (4,4 millions). Contre 17% seulement en 1996.

Un peu plus de 60% de ces chômeurs en activité réduite ont effectué plus de 78 heures et 42% plus de 110 heures, seuil où le cumul entre l'allocation chômage et le nouveau revenu n'est en général plus possible.

Si la tendance est profonde, le phénomène varie au gré de la conjoncture (il diminue quand l'emploi en général se dégrade et augmente en période de reprise), observe la direction statistique du ministère (Dares). Depuis la mi-2011, il s'est infléchi.

Les demandeurs d'emploi en activité réduite ont un niveau d'étude globalement plus élevé que les autres chômeurs et sont aussi un peu plus qualifiés. Il s'agit plus souvent de femmes, de personnes âgées de 30 à 49 ans, vivant en couple, avec des enfants à charge.

La Dares note que le cas de figure est aussi très fréquent chez les intermittents et intérimaires: plus de 80% des demandeurs d'emploi intermittents du spectacle pouvant prétendre à une indemnité travaillent à temps réduit et plus de la moitié des chômeurs intérimaires indemnisables.

En janvier 2012, 71% des demandeurs d'emploi en activité réduite étaient indemnisables (45,6% relevant de l'allocation classique, 5,2% du régime des intermittents, 14,8% du régime des intérimaires et 5,4% d'un autre régime).

Enfin, les personnes entrées en catégories B et C début 2010 ont été plus longtemps inscrites que celles sans activité: plus de 12 mois (dont 6 mois en activité réduite en tenant compte des aller-retours parfois entre catégories), contre 5 mois pour la catégorie A (moyenne des trois catégories: 8 mois).

Un article de Reuters du 17 janvier 2013

Hausse des défaillances d'entreprises en 2012 en France. (18.01)

Le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de 2,7% en France en 2012 pour atteindre 59.780, un niveau qui reste inférieur au record de 2009, selon les chiffres publiés jeudi par la société de services Altares.

La hausse a été particulièrement marquée au quatrième trimestre, avec 16.067 redressements judiciaires ou liquidations judiciaires directes, en progression de 12,5% par rapport au dernier trimestre de 2011.

En outre, 381 sauvegardes ont été prononcées au quatrième trimestre 2012, portant le total sur l'an dernier à 1.498.

En 2009, 62.313 défaillances avaient été recensées.

Le secteur de la construction a concentré 29% des défaillances l'an dernier, le nombre de procédures collectives atteignant 17.300 (+2,2%). L'essentiel des dépôts de bilan concernent le bâtiment (15.000) avec une tendance stable, tandis que l'immobilier voit le nombre de procédures augmenter de 13% à 2.400.

"Sur le 4e trimestre, les chiffres s'affolent avec un secteur du bâtiment qui ressort à +11% et l'immobilier à +34%", souligne Altares.

Le commerce est le deuxième secteur le plus touché avec 23% des jugements, en hausse limitée à 1,5% grâce à la résistance du secteur de la vente de détail (+0,4%).

L'industrie résiste plus que les autres secteurs, avec une baisse de 1% du nombre de défaillances.

"L'industrie manufacturière fait mieux que résister avec un nombre de défaillances d'entreprises (3.000) encore en légère baisse en 2012 (-1%) mais surtout à un niveau historiquement bas", ajoute Altares. "La plupart des métiers industriels sont dans le vert, mais quelques uns souffrent encore beaucoup, comme la fabrication de vêtements de dessus ou la mécanique industrielle."

La situation s'est le plus sensiblement retournée dans le transport et la logistique où, après une forte baisse en 2011, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 11% en 2012 (1.953 procédures).

Un article de l'AFP du 17 janvier 2013

Chérèque, M. Pauvreté du gouvernement: la CFDT affirme son autonomie. (18.01)

François Chérèque chargé du suivi du plan gouvernemental sur la pauvreté, Laurence Laigo, autre ex-dirigeante de la CFDT, dans un cabinet ministériel: autant de nominations reflet d'une proximité idéologique entre le gouvernement et le syndicat réformiste qui proclame toutefois son autonomie à l'égard de tout pouvoir.

Depuis qu'il a quitté fin novembre la tête de la CFDT, François Chérèque, 56 ans, a accumulé les postes: il a rejoint l'Inspection générale des affaires sociales (Igas), a pris la présidence de Terra Nova, centre de réflexion proche du PS, il sera aussi le "*M. pauvreté*" du gouvernement, fonction attribuée en tant que haut fonctionnaire.

De son côté, Laurence Laigo, qui était jusqu'au mois dernier l'une des neuf dirigeants de la CFDT, a quitté ses fonctions pour rejoindre le cabinet de la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, comme conseillère.

Les promotions d'ex-dirigeants cédétistes ne s'arrêtent pas là : Nicole Notat, figure emblématique de la CFDT a accepté une mission au cabinet de la ministre l'Economie numérique Fleur Pellerin, tandis que Jacky Bontems, ex-numéro deux de la centrale et ex-conseiller du candidat François Hollande, devrait entrer au futur Commissariat général à la stratégie, selon des informations de presse.

Le nouveau leader de la centrale, Laurent Berger, prend ses distances: "*François Chérèque était fonctionnaire avant d'entrer à la CFDT (...) il est toujours fonctionnaire. Il a maintenant une vie professionnelle propre. Je ne suis pas concerné par ce qu'il fait*". Mais, ajoute-t-il, "*chacun reconnaîtra ses compétences*" en tant que haut fonctionnaire.

Il n'empêche que ces nominations successives vont alimenter l'image d'un syndicat proche du pouvoir au moment où la CFDT vient de signer un accord sur l'emploi avec le patronat, rejeté par la CGT et FO.

La centrale entend couper court à ces interprétations: "*La CFDT affirme tous les jours son autonomie vis-à-vis du politique, elle défend les salariés du mieux qu'elle peut et est autonome vis-à-vis de tout gouvernement quel qu'il soit*", affirme à l'AFP Marcel Grignard, l'un de ses dirigeants.

"*On ne revendique aucune place privilégiée*" auprès du gouvernement, ajoute-t-il en soulignant que la direction de la centrale a signé jeudi "*en toute liberté et autonomie*" l'accord sur l'emploi. La centrale avait paraphé également des accords sous un gouvernement de droite, comme en 2007 (la réforme Larcher), rappelle-t-il.

Mais, "*il y a des passerelles idéologiques évidentes entre le syndicat réformiste*" adepte du dialogue social et la sociale démocratie prônée François Hollande, souligne un chercheur.

"*La CFDT a toujours été très proche de François Hollande, la source en est le delorisme et la référence à Jacques Delors auprès de qui M. Hollande a fait ses classes*", ajoute-t-il.

Luc Bérille, secrétaire général de l'Unsa, autre syndicat réformiste proche de la CFDT, voit également une "*convergence de réflexion*" entre les organisations réformistes et le gouvernement actuel. "*Il ne s'agit pas de connivence*", affirme-t-il auprès de l'AFP.

"*Au sein du PS, tout le monde n'a pas la même approche*", relève-t-il. Ainsi l'accord sur l'emploi a fait grincer des dents "*à tous ceux qui à gauche ont une vision étatiste du social, comme certains courants au PS, le PCF et le Parti de gauche*".

La proximité entre la CFDT et des courants du PS n'est pas nouvelle: le père de François Chérèque, Jacques Chérèque, avait été ministre de Michel Rocard entre 1988 et 1991, après avoir été le numéro deux d'Edmond Maire à la CFDT.

Commentaire.

C'est marrant, je n'ai pas souvenir d'avoir lu des articles du POI, du NPA ou de LO dans lesquels ils auraient fait ressortir ce lien organique, viscéral, naturel qui existe entre le PS et la CFDT communément décrit comme un syndicat jaune, plus particulièrement leurs dirigeants qui sont de véritables pourritures.

Etait-ce encore pour épargner le PS, pour qu'on ne s'aperçoive pas à quel point il était pourri et combattait quotidiennement dans les syndicats (CFDT, CFTC, CGC, UNSA notamment, FSU aussi) au côté du patronat contre la classe ouvrière ?

Extrait du *Programme de transition* (Trotsky) de la IVe Internationale :

"Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masse avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient particulièrement difficile, les dirigeants syndicaux deviennent ordinairement des ministres bourgeois."

Poursuivons :

*- "C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer, non seulement de renouveler l'appareil des syndicats, en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des fonctionnaires routiniers et des carriéristes, **mais encore de créer, dans tous les cas où c'est possible, des organisations de combat autonomes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans même s'arrêter, si c'est nécessaire, devant une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats.** S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour se contenter de fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement la subordination du mouvement révolutionnaire des masses au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées ("progressistes"). Le syndicat n'est pas une fin en soi, mais seulement un des moyens dans la marche à la révolution prolétarienne."*

Après cette terrible défaite (accord du 11 janvier), oseront-ils rompre avec les appareils vendus des syndicats ? Gageons qu'ils n'en feront rien. Pourquoi ? Devinez, ils auraient trop à y perdre. Et la cause qu'ils sont censés défendre et représenter ? Elle passe après, à la trappe !

Un article de l'AFP du 19 janvier 2013

Londres et Washington veulent traquer Al-Qaïda au Maghreb, mais sans intervenir. (20.01)

Les ministres britannique et américain de la Défense se sont dit déterminés samedi à lutter contre les agissements d'Al-Qaïda au Maghreb, lors d'une conférence de presse consacrée à la crise des otages en Algérie, mais ils ont exclu d'envoyer des troupes dans la région.

Le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta et son homologue britannique Philipp Hammond se sont refusés à critiquer la gestion par Alger de la prise d'otages sur le site gazier d'In Aménas. Celle-ci s'est terminée samedi dans le sang après une nouvelle intervention des forces algériennes contre les ravisseurs, membres d'un groupe proche d'Al-Qaïda,

Les Algériens *"sont dans la région, ils comprennent la menace terroriste sûrement mieux que beaucoup d'autres pays. Je pense qu'il est important de continuer à travailler avec eux pour développer une approche régionale"*, a souligné le secrétaire américain à la Défense, en visite à Londres dans le cadre d'une tournée européenne.

Ces pertes en vie humaines lors de la prise d'otages *"sont épouvantables et il faut dire clairement que ce sont les terroristes qui en portent l'entière responsabilité"*, a commenté pour sa part Philipp Hammond, soulignant que *"les différents pays avaient des approches différentes"*.

"Nous sommes déterminés à vaincre le terrorisme et à être aux côtés du gouvernement algérien", a-t-il ajouté.

Il a lancé une mise en garde à *"ceux qui sont derrière cette attaque et qui doivent être bien convaincus que la puissance des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de leurs alliés va s'abattre sur eux et qu'ils n'auront aucun endroit où se cacher"*.

M. Panetta a souligné pour sa part que depuis les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis se sont promis de *"traquer Al-Qaïda partout et dans tous les endroits où il essayait de se cacher"* et qu'il en irait de même en Afrique du Nord.

"Nous ne pouvons absolument pas nous endormir sur nos lauriers ou accepter qu'Al-Qaïda existe d'une manière ou d'une autre et puisse créer une base d'opérations quelque part dans le monde", a-t-il déclaré.

Les deux hommes ont tous deux fait part de leur soutien à l'opération française au Mali, où la France combat des groupes islamistes armés, mais ils ont exclu d'envoyer des troupes dans la région.

"Nous n'envisageons pas d'envoyer de soldats sur le terrain", a déclaré Leon Panetta. *"Nous n'avons pas prévu d'envoyer des soldats britanniques au Mali"*, a renchéri Philipp Hammond.

Ils ont souhaité continuer à travailler avec les pays de la région pour défaire Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi, un groupe affilié à Al-Qaïda).

"Pour combattre cet ennemi, nous devons faire en sorte d'être le plus efficace possible et cela implique de travailler avec les pays de la région", a souligné le secrétaire américain à la Défense.

"Chaque pays a sa propre appréciation pour faire face au terrorisme. Ce qui m'importe, c'est qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher qu'Aqmi n'établisse une base d'opérations dans cette zone", a-t-il ajouté.

Commentaire.

Il est dit ici ouvertement ou plutôt rappelé que les impérialismes américain et britannique, dont les intérêts économiques sont intimement liés depuis plus d'un siècle, se moquent éperdument de la souveraineté des Etats, violent ainsi tous les traités ou accords internationaux signés entre les différents Etats ou dans le

cadre de l'ONU, qu'ils s'octroient le pouvoir exorbitant d'agir arbitrairement partout dans le monde militairement ou par le biais de leurs agences de renseignement qui est en réalité une armée occulte d'assassins professionnels ou encore en passant par des sociétés privées spécialisées dans le crime.

Au passage, aux partisans de l'ONU dont le charlatan Mélenchon, l'ONU est la création de l'impérialisme américain, l'expérience passée nous enseigne et cela va de soi, que sans sa participation cette institution n'existerait pas.

Quant à sa fonction, elle est clairement mise en valeur à travers les multiples violations dont son règlement ou les résolutions qu'elle a adoptées ont fait l'objet de la part de l'impérialisme américain (et sioniste faut-il préciser) ou d'autres Etats avec son concours, ce qui signifie qu'elle est une institution internationale à vocation coercitive envers tous les Etats du monde, à l'exception des Etats-Unis et éventuellement ses alliés qui dispose telle une dictature militaire du pouvoir d'imposer sa volonté au reste du monde.

Ainsi on pourrait définir l'ONU comme un parlement ou un gouvernement mondial soumis à la dictature de l'impérialisme américaine agissant pour le compte du cartel de banquiers internationaux à la tête duquel se trouvent ceux de la Fed et de la BoA, auquel tous les Etats doivent se soumettre sous peine d'être déclaré ennemi des Etats-Unis et soumis à de terribles représailles.

Partant de là, il est évident qu'aucun parti ou militant se réclamant du socialisme ne peut soutenir l'ONU ou s'en réclamer, rompre avec cet instrument de la dictature impérialiste américaine est une nécessité absolue, non négociable.

En réalité, Al-Qaïda est une création de l'impérialisme américain qui a vocation à servir ses intérêts géostratégiques et économiques :

- pour justifier sa guerre contre le terrorisme au nom de la démocratie,
- pour imposer des lois liberticides aux Etats-Unis,
- pour intervenir militairement partout dans le monde quand ses intérêts économiques sont menacés, soit en fomentant directement des coups d'Etat contre des régimes qui entendent développer leurs pays ou utiliser leurs richesses pour sortir la population de l'extrême pauvreté dans laquelle elle se trouve du fait du pillage réalisé par les multinationales essentiellement occidentales,
- soit en armant des groupes qu'ils utiliseront par la suite contre des régimes en place, de façon à justifier une intervention militaire pour rétablir la soi-disant démocratie,
- quand ils ne les utilisent pas pour déstabiliser des régimes qu'ils estiment peu fiables ou enclin à satisfaire les besoins de leurs concurrents russe, chinois, indien, etc., de manière à ce que ces régimes se retrouvent pris à la gorge et dans l'obligation de faire appel à eux.

Un article du Réseau Voltaire du 21 janvier 2013

Mali : une guerre peut en cacher une autre. (22.01)

par Thierry Meyssan

Préparée de longue date et annoncée par François Hollande six mois à l'avance, l'intervention française au Mali a été présentée comme une décision prise en urgence en réponse à des développements dramatiques. Cette mise en scène ne vise pas seulement à s'emparer de l'or et de l'uranium maliens, elle ouvre surtout la voie à une déstabilisation de l'Algérie.

« *L'appétit vient en mangeant* », dit le proverbe. Après avoir recolonisé la Côte d'Ivoire et la Libye, puis tenté de s'emparer de la Syrie, la France lorgne à nouveau sur le Mali pour prendre l'Algérie à revers.

Durant l'attaque de la Libye, les Français et les Britanniques ont fait un large usage des islamistes pour combattre le pouvoir de Tripoli, les séparatistes de Cyrénaïque n'étant pas intéressés à renverser Mouammar el-Kadhafi une fois Benghazi indépendante. À la chute de la Jamahiriya, j'ai personnellement été témoin de la réception des dirigeants d'AQMI par des membres du Conseil national de transition à l'hôtel Corinthia, qui venait d'être sécurisé par un groupe britannique spécialisé venu exprès d'Irak. Il était évident que la prochaine cible du colonialisme occidental serait l'Algérie et qu'AQMI y jouerait un rôle, mais je ne voyais pas quel conflit pourrait être utilisé pour justifier une ingérence internationale.

Paris a imaginé un scénario dans lequel la guerre pénètre en Algérie par le Mali.

Peu avant la prise de Tripoli par l'OTAN, les Français parvinrent à soudoyer et à retourner des groupes Touaregs. Ils eurent le temps de les financer abondamment et de les armer, mais il était déjà bien tard pour qu'ils jouent un rôle sur le terrain. Une fois la guerre finie, ils retournèrent dans leur désert.

Les Touaregs sont un peuple nomade vivant au Sahara central et sur les bordures du Sahel, soit un vaste espace partagé entre la Libye et l'Algérie, le Mali et le Niger. S'ils ont obtenu la protection des deux premiers États, ils ont au contraire été délaissés par les deux derniers. Par conséquent, depuis les années 60, ils n'ont cessé de remettre en question la souveraineté du Mali et du Niger sur leurs terres. Bien logiquement, les groupes armés par la France décidèrent d'utiliser leurs armes pour faire aboutir leurs revendications au Mali. Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) prend le pouvoir dans presque tout le Nord-Mali où il habite. Cependant, un groupuscule d'islamistes touaregs, Ansar Dine, rattaché à AQMI, en profite pour imposer la charia dans quelques localités.

Le 21 mars 2012, un étrange coup d'État est perpétré au Mali. Un mystérieux « *Comité pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État* » (CNRDRE) renverse le président Amadou Toumani Touré et déclare vouloir restaurer l'autorité malienne au Nord du pays. Il en résulte une grande confusion, les putschistes étant incapables d'expliquer en quoi leur acte améliorera la situation. Le renversement du président est d'autant plus bizarre qu'une élection présidentielle était prévue cinq semaines plus tard et que le président sortant ne se représentait pas. Le CNRDRE est composé par des officiers formés aux États-Unis. Il empêche la tenue de l'élection et transmet le pouvoir à un des candidats, en l'occurrence le francophile Dioncounda Traore. Ce tour de passe-passe est légalisé par la CEDEAO, dont le président n'est autre qu'Alassane Ouattara, mis au pouvoir un an plus tôt par l'armée française en Côte d'Ivoire.

Le coup d'État accentue la division ethnique du pays. Les unités d'élite de l'armée malienne (formées aux USA) ayant un commandement touareg rejoignent la rébellion avec armes et bagages.

Le 10 janvier, Ansar Dine —appuyé par d'autres groupes islamistes— attaque la ville de Konna. Il quitte donc le territoire touareg pour étendre la loi islamique au Sud du Mali. Le président de transition Dioncounda Traore décrète l'état d'urgence et appelle la France au secours. Paris intervient dans les heures qui suivent pour empêcher la prise de la capitale, Bamako. Prévoyant, l'Élysée avait pré-positionné au Mali des hommes du 1er Régiment parachutiste d'infanterie de marine (« *la coloniale* ») et du 13e Régiment de dragons parachutistes, des hélicoptères du COS, trois Mirage 2000D, deux Mirage F-1, trois C135, un C130 Hercules et un C160 Transall.

En réalité, il est fort peu probable qu'Ansar Dine ait représenté une menace réelle, car la vraie force combattante, ce ne sont pas les islamistes, mais les nationalistes touaregs, lesquels n'ont aucune ambition au Sud du Mali.

Pour conduire son intervention militaire, la France demande l'aide de nombreux États, dont l'Algérie. Alger est piégé : accepter de collaborer avec l'ancienne puissance coloniale ou prendre le risque d'un reflux des islamistes sur son sol. Après hésitation, il accepte d'ouvrir son espace aérien au transit français. Mais en définitive, un groupe islamiste non identifié attaque un site gazier de British Petroleum au Sud de l'Algérie en accusant Alger de complicité avec Paris dans l'affaire malienne. Une centaine de personnes sont prises en otages, mais pas seulement des Algériens et des Français. Le but est manifestement d'internationaliser le conflit en le transportant en Algérie.

La technique d'ingérence française est une reprise de celle de l'administration Bush : utiliser des groupes islamistes pour créer des conflits, puis intervenir et s'installer sur place sous prétexte de résoudre les conflits. C'est pourquoi la rhétorique de François Hollande reprend celle de « *la guerre au terrorisme* », pourtant abandonnée à Washington. On retrouve dans ce jeu les protagonistes habituels : le Qatar a pris des parts dans de grandes sociétés françaises installées au Mali, et l'émir d'Ansar Dine est proche de l'Arabie saoudite.

Le pyromane-pompier est aussi un apprenti sorcier. La France a décidé de renforcer son dispositif anti-terroriste, le plan Vigipirate. Paris ne craint pas une action des islamistes maliens sur le sol français, mais le reflux des jihadistes de Syrie. En effet, durant deux ans, la DCRI a favorisé le recrutement de jeunes musulmans français pour se battre avec l'ASL contre l'État syrien. Du fait de la débandade de l'ASL, ces jihadistes reviennent actuellement au pays natal où ils pourraient être tentés, par solidarité avec Ansar Dine, d'utiliser les techniques terroristes qu'on leur a appris en Syrie.

Thierry Meyssan

Source : Al-Watan (Syrie)

Un article de Reuters du 21 janvier 2013

Sous l'austérité, manifester est devenu une habitude en Espagne. (22.01)

Après quatre ans de crise économique, manifester est devenu une habitude presque quotidienne en Espagne où les baisses de salaires, les privatisations et les réductions dans la dépense publique sont à l'origine d'un bouleversement social sans précédent depuis la fin du franquisme.

Juges, médecins, conducteurs de bus et éboueurs sont parmi les catégories les plus touchées par les arrêts de travail provoqués par les politiques de rigueur mises en oeuvre par le gouvernement de Mariano Rajoy.

Pas un jour ne se passe sans qu'une manifestation ne se déroule dans les rues de Madrid ou d'une autre grande ville du pays.

"Notre gouvernement a mis le pays sur la voie de la ruine. Il nous retire tous nos avantages et tout notre pouvoir d'achat", dénonce Francisco Garcia, agent d'entretien et délégué syndical à l'Hôpital général d'Alicante.

Depuis le début de l'année, Francisco Garcia et ses collègues ont fait grève 17 jours pour exiger le paiement de deux mois d'arriérés de salaires qui leurs sont dus par le gouvernement régional de Valence.

A Grenade, dans le sud, toujours ce mois-ci, les camions-poubelles sont restés au dépôt pendant deux semaines en réaction à la réduction des horaires de travail et du salaire des agents. La grève s'est achevée dimanche, mais le quart seulement des ordures accumulées dans la ville ont été déblayés.

La colère de l'opinion est accentuée par le plan de sauvetage, à hauteur de 100 milliards d'euros, des banques espagnoles qui ont fait gonfler la bulle de l'immobilier dans la décennie ayant précédé la crise. Dans le même temps, des dizaines de milliers de foyers espagnols, incapables de faire face aux traites de leurs emprunts immobiliers, sont expropriés.

"Ils sauvent les banques mais ferment les hôpitaux", proclamait dimanche une banderole lors de la manifestation hebdomadaire rassemblant médecins et personnel de la santé à Madrid contre les projets de privatisation de six hôpitaux.

Contrairement à la Grèce, les mouvements sociaux n'ont pas donné lieu à des actes de violence politique. Mais des tragédies familiales, dont les suicides de propriétaires évincés de chez eux, ont conduit le gouvernement Rajoy à décréter un moratoire sur les expulsions.

Fort de sa majorité absolue au parlement et de l'absence de toute échéance électorale cette année, le président du gouvernement n'entend pas dévier cependant des objectifs d'assainissement des finances publiques qu'il s'est fixé en accord avec l'Union européenne.

"La stratégie du gouvernement est de camper sur ses positions, de ne faire aucune concession et de s'accrocher à l'espoir que l'économie commencera à se redresser d'ici à la fin 2013 ou en 2014", commente l'analyste madrilène Miguel Murado.

Sur le front budgétaire, Rajoy n'a guère de marges de manoeuvre. L'Etat doit lever cette année plus de 200 milliards d'euros de dette à moyen et long terme sur les marchés obligataires, et même si les taux auxquels l'Espagne s'endette ont baissé ces derniers temps, le pays reste sous surveillance: si les 20 milliards d'euros d'économies budgétaires supplémentaires promises pour cette année ne sont pas exécutées, les taux pourraient s'envoler de nouveau.

Mais la récession (-1% en 2012) entretient un cercle vicieux: avec un chômage touchant le quart de la population active et des ventes au détail en recul constant depuis 29 mois, les recettes fiscales (impôts sur les revenus, TVA) sont moins importantes et les objectifs de réduction du déficit plus difficiles à tenir.

Au début de la crise, les Espagnols semblaient accueillir les mesures d'austérité avec philosophie, comme un mal nécessaire après les excès de la décennie précédente qui ont saturé le marché de l'immobilier avec

un million de logements vides et donné vie à des infrastructures (autoroutes, aéroports, lignes ferroviaires) sous-utilisées.

Mais la rigueur et la récession s'installent. D'après un sondage récent de l'institut Metroscopia, trois Espagnols sur quatre pensent que le gouvernement Rajoy ne sait pas comment sortir de la crise.

"Au final, nous allons devoir quitter notre pays parce qu'il n'y a plus de travail", note Elina Rodriguez, étudiante en histoire âgée de 20 ans.

En 2011, on estime à 370.000 le nombre d'Espagnols ayant opté pour l'émigration. C'est dix fois plus qu'avant la crise de 2008.

Et les mauvaises nouvelles s'accumulent sur le front de l'emploi. Depuis le début de l'année, la banque Bankia, aujourd'hui passée sous contrôle public, a annoncé 6.000 suppressions de postes. La filiale espagnole de l'opérateur de téléphonie mobile Vodafone prévoit d'en supprimer un millier. Iberia, la compagnie aérienne, envisage pour sa part de réduire d'un quart ses effectifs, soit 4.500 postes en moins.

"Il se produit dans notre pays une chose qui ne s'était jamais produite auparavant: il est pour le moins étrange de voir des juges, des procureurs, des avocats, des médecins, des infirmières et des enseignants manifester dans la rue", dit Jose Luis Gonzalez Armengol, un des principaux juges à Madrid.

Un article du figaro.fr du 21 janvier 2013

Plastic Omnium. La direction menace de délocaliser, la CGT capitule sur le champ et signe un accord pourri. (22.01)

(Titre du Figaro : *Des salariés sacrifient des RTT pour sauver 300 emplois.* J'ai changé le titre car il ne correspondait pas à la réalité.)

Ils ont signé. À contrecœur, mais ils ont fini par signer. Afin de sauver «300 à 400 emplois», selon la CGT, les 1100 salariés des trois sites ardéchois de Plastic Omnium viennent de parapher, par l'entremise de leurs trois syndicats (CGT, CFDT et CFE-CGC), un accord avec leur direction. Son contenu? La suppression de trois jours de RTT, le gel des salaires en 2013 et leur revalorisation à hauteur d'un demi-point Insee en 2014, ainsi que l'arrêt jusqu'en 2015 du versement d'une participation, dont le plancher était jusqu'ici de 500 euros.

«*C'était soit ça, soit la direction déménageait une partie de l'usine en Allemagne*», explique Pascal Lemerrier, représentant syndical CGT de ce sous-traitant, fabricant des pièces plastiques thermoformées (partie de cabines, hayons...) pour le compte, notamment, des camions Mercedes et Volvo Trucks ou encore Renault et Range Rover.

À l'origine de cette négociation, il y a un accident industriel. En mars de l'année dernière, une partie de l'atelier peinture de l'usine de Saint-Désirat employant 150 salariés part en flamme. En octobre, concomitamment à l'annonce de la suppression de 95 emplois (70 licenciements et 25 mutations dans l'Ain) chez les cadres et agents de maîtrise du service recherche et développement ardéchois, la direction française de Plastic Omnium fait connaître sa volonté de réduire le coût de ses transports - «sous la pression de nos donneurs d'ordre», précise aujourd'hui un porte-parole de l'entreprise. Et donc de déménager outre-Rhin l'activité de peinture, arrêtée depuis le début de l'année, et les activités connexes.

«*Nous sommes entièrement dépendants du marché européen, qui ne va vraiment pas bien*», justifie-t-on encore côté direction. Pour réduire ses coûts, Plastic Omnium envisage donc de se rapprocher, en Allemagne, des centres d'assemblage où sont livrées ses pièces en thermoplastique qui composent les camions.

Deux mois plus tard, afin de maintenir l'activité industrielle du site, les employés ardéchois de Plastic Omnium se prononcent à 70% en faveur de l'«accord de compétitivité», finalement entériné en fin de semaine dernière. Une négociation sans aucun mouvement social

En échange, le groupe s'engage à reconstruire l'atelier de peinture et à moderniser l'outil industriel pour un montant d'environ 20 millions d'euros. Entre-temps, si aucun emploi n'a été supprimé à la production dans les effectifs permanents de l'entreprise, ce sont quelque 200 intérimaires qui, depuis un an, ont été remerciés et ne sont plus venus pointer à l'usine.

L'unité industrielle de Saint-Désirat a connu par le passé de nombreux mouvements de grève. La dernière négociation menée entre la direction et les salariés s'est cette fois-ci déroulée sans mouvement social. Et Pascal Lemerrier de relever avec amertume: «On avait le couteau sous la gorge. Là, on n'était pas en position de force.» Les travaux de réhabilitation de l'atelier de peinture devraient prochainement débiter. Ils doivent durer plusieurs mois.

Un article de Reuters du 22 janvier 2013

Davos à la recherche de la confiance perdue. (23.01)

En prononçant un discours intitulé *"Diriger malgré l'adversité"*, le président du Conseil italien, Mario Monti, donnera le ton du Forum économique mondial qui s'ouvre mercredi à Davos dans un climat de crise économique et d'incertitude diplomatique.

Plus de 1.500 dirigeants d'entreprises et une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus du 23 au 27 janvier dans la petite station de sports d'hiver suisse pour ce rituel mondain très couru chaque année.

"Il est très clair que l'avenir de l'économie mondiale est fondé sur le rétablissement de la confiance. Rétablir la confiance dans les dirigeants, rétablir la confiance dans notre avenir. Et cela signifie que nous devons sortir du mode crise", a déclaré le fondateur du Forum, Klaus Schwab, lors d'une conférence de presse.

Pour y parvenir, le chemin risque d'être difficile, à en croire l'enquête annuelle de la société de relations publiques Edelman publiée lundi.

Cette étude réalisée dans 26 pays montre certes un léger regain de confiance dans les entreprises et les gouvernements par rapport à l'an dernier mais seules 26% des personnes interrogées font confiance aux chefs d'entreprise pour résoudre les problèmes sociaux et 15% aux chefs de gouvernement.

Dix-neuf pour cent seulement des sondés estiment que les entreprises sont capables de décisions moralement justes. La même question posée à propos des politiques ne donne que 14% de *"oui"*.

"Il y a un manque de confiance incroyable en ceux qui dirigent", commente Richard Edelman, le directeur général de la société. *"Les niveaux de confiance dans les gouvernements sont plus mauvais que dans les entreprises, mais l'un et l'autre sont atroces."*

Richard Edelman souligne que les dirigeants politiques et économiques pâtissent des scandales à répétition dans le monde bancaire, ainsi que de divers scandales et controverses qui vont des aveux de dopage du coureur cycliste Lance Armstrong à la mise à l'écart de l'homme politique chinois Bo Xilai après un meurtre impliquant sa femme, en passant par le scandale de mœurs à la BBC.

CHOCS ET MALAISE

Bien que l'Europe ait réussi à éviter un effondrement de l'euro en 2012 et que les Etats-Unis aient repoussé le *"mur budgétaire"*, un rapport sur les risques mondiaux publié début janvier par le Forum économique mondial montre que les dirigeants d'entreprises et experts économiques craignent que la classe politique ne parvienne pas à résoudre les grands problèmes.

Le rapport cite les inégalités et le fardeau de la dette publique comme les menaces économiques les plus fortes et souligne les interrogations croissantes au sujet du climat.

"Nous sommes confrontés à une nouvelle réalité faite de chocs soudains et d'un malaise économique général prolongé", estime Klaus Schwab. *"La croissance à l'avenir, dans ce contexte nouveau, nécessite du dynamisme, une vision audacieuse et des actions encore plus audacieuses."*

Pour les dirigeants politiques, l'enjeu est donc immense et il en va de leur crédibilité au moment où nombre d'entre eux s'appêtent à remettre leur mandat en jeu devant le suffrage universel.

Mario Monti doit défendre son programme d'austérité lors des législatives fin février tandis que son homologue allemande Angela Merkel espère que la défaite de son parti aux élections régionales dimanche n'empêchera pas sa réélection aux législatives fédérales de septembre prochain.

La crise des otages en Algérie, l'intervention française au Mali et les retombées des Printemps arabes devraient être également débattus à Davos, où sont attendus de nombreux dirigeants africains et proche-orientaux ainsi que plusieurs responsables de sociétés pétrolières et gazières.

Pour aider les dirigeants à rechercher des idées concrètes et innovantes alors qu'émergent les premiers signes d'un léger mieux économique mondial, les organisateurs du Forum proposent des séances de méditation matinale et même une rencontre avec un joueur de trombone intitulée : "*Comment le jazz peut-il servir de modèle pour la diplomatie, la direction, la collaboration et l'innovation?*"

L'élite mondiale réunie à Davos sera comme toujours très protégée, mais cela n'empêchera pas la remise par des impertinents du prix de "*la pire entreprise de l'année*" tandis que quelques Suisses prévoient de protester contre la spéculation financière.

Parmi les figures en vue du monde économique présentes à Davos, figurent le président de la banque suisse UBS, Axel Weber, et Jamie Dimon, le PDG de la banque américaine JP Morgan Chase.

Selon l'enquête Edelman, la banque est le secteur qui reste le plus décrié : seuls 50% des sondés lui font confiance.

Un article de l'AFP du 22 janvier 2013

Royaume-Uni: Cameron promet un référendum sur le maintien ou non dans l'UE. (23.01)

Le Premier ministre David Cameron a finalement cédé aux eurosceptiques de son camp et pris le risque de braquer ses partenaires européens, en décidant de s'engager mercredi à organiser à l'horizon 2015-2017 un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne.

Dans un discours initialement prévu vendredi dernier à Amsterdam, mais reprogrammé pour 08H00 GMT mercredi à Londres, en raison de la crise en Algérie qui requérait toute son attention, le chef de file conservateur va assurer qu'il préférerait que son pays demeure au sein de l'édifice européen, mais à deux conditions: que l'UE se réforme, et qu'elle accepte une renégociation de ses liens avec la Grande-Bretagne.

Le Premier ministre résume ainsi son calendrier et sa vision.

Il souhaite inscrire la nécessité "*d'un nouvel arrangement*" avec Bruxelles dans le manifeste électoral des conservateurs pour les législatives de 2015.

En cas de victoire lui permettant d'exercer un deuxième mandat, il organiserait un référendum dans le courant de la première moitié de la prochaine législature (2015-2019).

"L'intérêt national britannique est mieux servi au sein d'une Union européenne flexible, adaptable et ouverte. Et une telle Europe se porterait mieux avec la Grande-Bretagne en son sein", entend-il plaider.

"Si nous ne répondons pas aux défis, le danger est que l'Europe échoue et que les Britanniques se dirigent vers la sortie", fait-il valoir.

"Je ne souhaite pas que cela arrive, je veux que l'Europe soit un succès" poursuit-il en soulignant *"le désenchantement actuel de l'opinion publique, à son comble"* pour plusieurs raisons. *"Les gens estiment que l'UE s'oriente dans une direction qu'ils n'ont jamais voulue. Ils vivent mal les interférences dans notre vie nationale, au travers de lois et règlements qu'ils considèrent superfétatoires. Et ils se demandent à quoi tout cela rime"*.

"Une fois les nouvelles relations (entre le Royaume-Uni et l'UE) renégociées, nous consulterons les Britanniques par référendum en leur proposant un choix très simple, pour ou contre le maintien dans l'UE, sur la base du nouvel arrangement", va préconiser le chef du gouvernement.

"Le référendum se tiendra sur la question dedans/dehors", insiste-t-il.

Les eurosceptiques particulièrement influents au sein du parti conservateur réclamaient à cor et à cri une telle consultation face *"au déficit démocratique bruxellois"*.

M. Cameron va indiquer mercredi *"qu'il comprend leur impatience"* en insistant cependant sur la nécessité de donner une chance à une Europe remodelée.

Les extraits du discours diffusés dans la nuit de mardi à mercredi ne précisent pas les termes du nouveau contrat que Cameron entend obtenir.

Dans le passé cependant, le Premier ministre a clairement mis en avant les avantages économiques du marché commun, en dépit de la crise dans la zone euro, et a critiqué les dérives politiques en matière de supranationalité.

Il s'est prononcé ainsi pour le rapatriement à Londres de prérogatives dévolues à Bruxelles, notamment dans le domaine de l'emploi, des réglementations sociales, de la police et de la justice.

Il a aussi envisagé de nouvelles exemptions s'ajoutant à celles obtenues dans le passé par Londres, qui a notamment refusé d'adopter la monnaie unique.

En optant pour un référendum, David Cameron a fait la sourde oreille à tous ceux qui --dans son pays et à l'étranger-- le mettaient en garde contre une dérive centrifuge: ses partenaires au sein de l'UE réticents ou hostiles à la perspective d'"*une Europe à la carte*"; le président Barack Obama favorable au maintien du Royaume-Uni dans l'UE; ses alliés libéraux démocrates au sein du gouvernement britannique de coalition, résolument europhiles.

Le chef du parti travailliste d'opposition Ed Miliband a pour sa part déclaré dès mardi soir que "*dans son discours, David Cameron se présentera comme un Premier ministre faible, à la remorque de son parti et non pas guidé par l'intérêt économique national*".

Un article du figaro.fr du 22 janvier 2013

Égypte et Tunisie opposées à l'opération française au Mali. (23.01)

Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali.

Soutenir leurs partisans intégristes plutôt que la lutte antiterroriste menée par la France. Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali contre les djihadistes. Ils ont été soutenus par leur sponsor du Qatar, pourtant l'un des plus proches alliés de Paris au Moyen-Orient.

La charge la plus franche est venue du président égyptien Mohammed Morsi, issu de la Confrérie. *«Nous ne serons jamais d'accord avec une intervention militaire au Mali parce que cela va attiser le conflit dans cette région»*, a déclaré le raïs égyptien en déplacement en Arabie saoudite, n'hésitant pas à parler d'une *«agression»*. Pour Morsi, *«l'intervention doit être pacifique et (...) des fonds doivent être investis dans le développement. Ce que nous ne voudrions jamais, c'est séparer le Nord arabe du cœur de l'Afrique»*.

Soucieux de coller à une rue islamiste prompte à dénoncer *«les invasions étrangères»*, les dirigeants tunisiens ont commencé par se montrer opposés à l'offensive militaire française, avant de se rétracter quelque peu. Il y a une semaine, le ministre des Affaires étrangères, membre des Frères musulmans, Rafik Abdelsallem, estimait que *«les problèmes en Afrique doivent être résolus dans un cadre africain»*, tout en se disant *«contre une intervention étrangère, dans tous les cas de figures»*.

Quelques jours auparavant, le président Moncef Marzouki - un laïc - s'était déjà gardé d'apporter son soutien à Paris, indiquant qu'il aurait *«préféré une solution politique négociée»*. Y a-t-il eu des réactions courroucées de Paris en coulisses? Toujours est-il qu'après une rencontre entre l'ambassadeur de France à Tunis, François Gouyette, et Rafik Abdelssalem, ce dernier a adouci sa position, disant *«comprendre»* l'opération française. *«La Tunisie est bien consciente des exigences de l'intervention militaire française et des problèmes de sécurité qui ont nécessité ce processus pour empêcher la transformation du Mali en un foyer de terrorisme et de violence»*, indiquait alors le ministère tunisien des Affaires étrangères dans un communiqué cousu de fil blanc.

Tout aussi embarrassante pour la France a été la réaction de ses alliés qatariens. Le premier ministre, Hamad Ben Jassem, a mis en doute le bien-fondé de l'intervention française, estimant que le recours à la force ne réglerait pas le problème au Mali. Dans la foulée, le très influent cheikh Youssef Qaradaoui, hébergé à Doha, critiquait *«la précipitation de la France à déclencher la guerre, avant d'avoir épuisé tous les moyens de parvenir à une solution pacifique et à la réconciliation nationale»*. Une attaque émise au nom de l'Union internationale des oulémas musulmans, l'organisme que dirige Cheikh Qaradaoui, un ami des dirigeants qatariens, qui n'a pas pu s'exprimer sans un feu vert de l'émir Cheikh Hamad, lui-même. L'activisme humanitaire du Qatar au Mali est regardé avec suspicion par les services de renseignements français.

Commentaire.

A Doha et à Riad, leurs régimes tiennent uniquement par la grâce des impérialistes occidentaux. Ils peuvent décider de passer outre leurs recommandations ou avis ou de les renverser quand ils le veulent.

Après la liquidation de Saddam Hussein, de Mohamar Kadhafi, de Ben Ali, de Moubarak, de Bagbo, et dernièrement la tentative de liquider Assad reçu en grande pompe par Sarkozy l'année précédente, ils ont droit de s'inquiéter pour leurs peaux qui ne vaut vraiment pas chères pour les criminelles aux commandes des différents impérialismes occidentaux. Le jour où ils le décideront en quelques heures le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite sera réglé.

Moncef Marzouki et Mohammed Morsi sont eux aussi en sursis et ils le savent.

Ceux qui les ont mis à la tête de la Tunisie et de l'Égypte peuvent les lâcher à tout moment...

Un article de l'AFP du 22 janvier 2013

Les pays arabes décident de finaliser leur zone de libre-échange cette année. (23.01)

La Ligue arabe a décidé mardi, au terme d'un sommet à Ryad, de finaliser avant la fin de l'année son projet de zone de libre-échange entre ses 22 membres, un marché de 367 millions de personnes.

"*Nous sommes déterminés à finaliser, avant la fin 2013, les dispositions nécessaires à la mise en place de la Grande zone franche arabe*", a déclaré le secrétaire général de la Ligue arabe, Nabil al-Arabi.

Ce projet, approuvé en 1998 deux ans après son lancement avec l'espoir d'éliminer progressivement les barrières douanières et de créer à terme un marché commun, bute notamment sur les règles fixant les conditions pour que les produits puissent être exonérés des droits de douane.

Soumis à des pressions croissantes depuis le début du Printemps arabe, les membres de la Ligue se sont résolus à encourager les investissements inter-arabes afin de lutter contre le chômage et la pauvreté, à l'origine des soulèvements populaires ayant balayé quatre chefs d'Etat en deux ans.

Ainsi, le sommet de Ryad a approuvé un amendement à la Convention unifiée sur les investissements arabes dans les pays arabes, approuvée en 1980, invitant les pays membres à "*réviser leurs législations*" pour encourager l'investissement et créer de l'emploi, a indiqué M. Arabi.

En 2011, le taux de chômage s'élevait à 16% dans le monde arabe, et les investissements interarabes ne dépassaient guère la barre des 25 milliards de dollars, selon un récent rapport du Conseil économique et social arabe.

Parallèlement, les investissements étrangers directs dans les pays arabes ont chuté de 37% à 43 milliards de dollars en 2011, selon le même rapport.

Les participants au sommet de Ryad ont en outre "*salué*", selon M. Arabi, une proposition de l'Arabie saoudite, riche pays pétrolier qui a engrangé en 2012 un excédent budgétaire de près de 103 milliards de dollars, portant sur l'augmentation de 50% des fonds alloués aux organismes financiers arabes communs.

Le Fonds arabe de développement économique et social monétaire (FADES), basé à Koweït, est l'un des principaux bailleurs de fonds des pays arabes, auxquels il accorde notamment des prêts à faible taux d'intérêt.

Cette initiative est de nature à "*mobiliser plus de 10 milliards de dollars pour ces organismes (...) pour qu'ils augmentent leur contribution au financement de projets*" de développement dans le monde arabe, a expliqué le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal.

"*Le sommet a tenu à être à l'écoute des aspirations des peuples arabes*", a ajouté le ministre lors d'une conférence de presse, recommandant "*le sérieux et la crédibilité pour la mise en oeuvre*" des mesures annoncées au terme du 3e sommet arabe économique dont la 4e édition devrait se tenir en 2015 à Tunis.

Les 22 membres de la Ligue arabe détiennent 62% des réserves mondiales de brut et 24% des réserves mondiales de gaz. Mais les exportations des pays arabes n'ont représenté en 2010 que 5,8% du total des exportations mondiales.

Un article du figaro.fr du 22 janvier 2013

Égypte et Tunisie opposées à l'opération française au Mali. (23.01)

Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali.

Soutenir leurs partisans intégristes plutôt que la lutte antiterroriste menée par la France. Les pouvoirs égyptien et tunisien, liés aux Frères musulmans, n'ont pas hésité à afficher leur opposition à l'intervention militaire française au Mali contre les djihadistes. Ils ont été soutenus par leur sponsor du Qatar, pourtant l'un des plus proches alliés de Paris au Moyen-Orient.

La charge la plus franche est venue du président égyptien Mohammed Morsi, issu de la Confrérie. *«Nous ne serons jamais d'accord avec une intervention militaire au Mali parce que cela va attiser le conflit dans cette région»*, a déclaré le raïs égyptien en déplacement en Arabie saoudite, n'hésitant pas à parler d'une *«agression»*. Pour Morsi, *«l'intervention doit être pacifique et (...) des fonds doivent être investis dans le développement. Ce que nous ne voudrions jamais, c'est séparer le Nord arabe du cœur de l'Afrique»*.

Soucieux de coller à une rue islamiste prompte à dénoncer *«les invasions étrangères»*, les dirigeants tunisiens ont commencé par se montrer opposés à l'offensive militaire française, avant de se rétracter quelque peu. Il y a une semaine, le ministre des Affaires étrangères, membre des Frères musulmans, Rafik Abdelsallem, estimait que *«les problèmes en Afrique doivent être résolus dans un cadre africain»*, tout en se disant *«contre une intervention étrangère, dans tous les cas de figures»*.

Quelques jours auparavant, le président Moncef Marzouki - un laïc - s'était déjà gardé d'apporter son soutien à Paris, indiquant qu'il aurait *«préféré une solution politique négociée»*. Y a-t-il eu des réactions courroucées de Paris en coulisses? Toujours est-il qu'après une rencontre entre l'ambassadeur de France à Tunis, François Gouyette, et Rafik Abdelssalem, ce dernier a adouci sa position, disant *«comprendre»* l'opération française. *«La Tunisie est bien consciente des exigences de l'intervention militaire française et des problèmes de sécurité qui ont nécessité ce processus pour empêcher la transformation du Mali en un foyer de terrorisme et de violence»*, indiquait alors le ministère tunisien des Affaires étrangères dans un communiqué cousu de fil blanc.

Tout aussi embarrassante pour la France a été la réaction de ses alliés qatariens. Le premier ministre, Hamad Ben Jassem, a mis en doute le bien-fondé de l'intervention française, estimant que le recours à la force ne réglerait pas le problème au Mali. Dans la foulée, le très influent cheikh Youssef Qaradaoui, hébergé à Doha, critiquait *«la précipitation de la France à déclencher la guerre, avant d'avoir épuisé tous les moyens de parvenir à une solution pacifique et à la réconciliation nationale»*. Une attaque émise au nom de l'Union internationale des oulémas musulmans, l'organisme que dirige Cheikh Qaradaoui, un ami des dirigeants qatariens, qui n'a pas pu s'exprimer sans un feu vert de l'émir Cheikh Hamad, lui-même. L'activisme humanitaire du Qatar au Mali est regardé avec suspicion par les services de renseignements français.

Commentaire.

A Doha et à Riad, leurs régimes tiennent uniquement par la grâce des impérialistes occidentaux. Ils peuvent décider de passer outre leurs recommandations ou avis ou de les renverser quand ils le veulent.

Après la liquidation de Saddam Hussein, de Mohamar Kadhafi, de Ben Ali, de Moubarak, de Bagbo, et dernièrement la tentative de liquider Assad reçu en grande pompe par Sarkozy l'année précédente, ils ont droit de s'inquiéter pour leurs peaux qui ne vaut vraiment pas chères pour les criminelles aux commandes des différents impérialismes occidentaux. Le jour où ils le décideront en quelques heures le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite sera réglé.

Moncef Marzouki et Mohammed Morsi sont eux aussi en sursis et ils le savent.

Ceux qui les ont mis à la tête de la Tunisie et de l'Égypte peuvent les lâcher à tout moment...

Un article de l'AFP du 25 janvier 2013

Egypte : violences pour le "*Jour de la Révolution*", cinq morts (26.01)

Cinq personnes ont été tuées vendredi dans des affrontements entre manifestants hostiles au pouvoir islamiste et forces de l'ordre en Egypte, qui marquait le deuxième anniversaire du début du soulèvement -le "*Jour de la Révolution*"- ayant renversé Hosni Moubarak.

Les cinq personnes ont été atteintes par balle à la poitrine et au ventre à Suez (nord-est), ont indiqué à l'AFP des médecins de l'hôpital de la ville.

Plus de 370 autres ont été blessées dans des heurts dans neuf gouvernorats d'Egypte, selon le ministère de la Santé. Il n'est pas précisé si ces bilans incluent des policiers.

Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène dans plusieurs villes, dont Le Caire et Alexandrie (nord).

En fin de soirée, la place Tahrir, dans le centre de la capitale, était largement désertée par les manifestants en raison de la densité des tirs de gaz.

Ce regain de tension dans la crise opposant le président islamiste Mohamed Morsi qui se prévaut d'avoir été démocratiquement élu en juin dernier, et l'opposition qui l'accuse de dérive autoritaire, est aggravé par les lourdes difficultés économiques que traverse le pays.

Des accrochages sporadiques entre groupes de jeunes et forces de l'ordre ont eu lieu toute la journée aux abords de la place Tahrir où des milliers de personnes se sont massées.

Une énorme pancarte était déployée sur la place avec l'inscription "*Le peuple veut faire tomber le régime*", tandis que la foule scandait "*dégage, dégage!*" à l'encontre de M. Morsi, comme pour M. Moubarak il y a deux ans.

"*On n'a pas fait la révolution pour qu'un groupe corrompu en remplace un autre*", lançait une manifestante, Maha Kamal, 40 ans, voile turquoise et drapeau égyptien à la main.

"*L'Egypte a besoin d'une nouvelle révolution pour les jeunes et pour une vraie démocratie*", affirmait un autre manifestant, Chawki Ahmed, 65 ans.

Des manifestants ont également jeté des pierres sur un immeuble abritant les locaux du site internet des Frères musulmans, la formation dont est issu M. Morsi. D'autres se sont rendus près du palais présidentiel, où la police a tenté de les disperser avec du gaz lacrymogène.

"*Pain, liberté, justice sociale*"

La chaîne de télévision Sky News Arabia a indiqué dans un communiqué qu'une de ses correspondantes, Aya Radi, avait été attaquée par des inconnus à Alexandrie et légèrement blessée pendant qu'elle couvrait les événements dans cette ville.

A Ismaïliya (nord-est), des manifestants ont mis le feu au siège local du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation politique des Frères musulmans, et envahi le siège du gouvernorat.

Des bâtiments publics ont également été la cible des contestataires à Damiette (nord) et Kafr el-Cheikh (delta du Nil).

L'opposition, composée de mouvements en majorité de gauche et libéraux et qui affiche une unité encore précaire, avait appelé à défiler en reprenant les mêmes mots d'ordre qu'il y a deux ans : "*Pain, liberté, justice sociale*".

Le climat s'est fortement envenimé depuis fin novembre, date à laquelle M. Morsi s'est doté provisoirement de pouvoirs exceptionnels, puis a poussé les feux pour faire passer une Constitution rédigée par une commission à dominante islamiste.

Le texte, adopté par référendum en décembre, continue d'être vivement critiqué par l'opposition qui estime qu'il ouvre la voie à une islamisation accrue de l'Égypte et porte atteinte à certaines libertés.

Jeudi soir, M. Morsi avait appelé ses compatriotes à célébrer "*de manière pacifique et civilisée*" cette journée décrétée "*Jour de la Révolution*", dans une allusion au soulèvement qui avait débuté le 25 janvier 2011.

Les Frères musulmans n'avaient pas officiellement appelé à manifester vendredi, préférant commémorer le "*Jour de la Révolution*" par des initiatives sociales et caritatives.

Le contexte est alourdi par l'annonce attendue samedi du jugement dans le procès des responsables présumés de la mort de 74 personnes à l'issue d'un match de football à Port-Saïd (nord-est) en février 2012.

Les "*Ultras*" du club cairote d'al-Ahly, qui assurent compter la grande majorité des victimes, menacent de manifestations violentes et d'une "*nouvelle révolution*" s'ils n'obtiennent pas justice.

Malade et condamné à la prison à perpétuité, M. Moubarak, 84 ans, attend un nouveau procès.<

Commentaire.

Pas de bol pour ceux qui ont orchestré la chute de Moubarak et placé au pouvoir leurs protégés, les Frères musulmans, les tenants du Nouvel ordre mondial qui ont déstabilisé cette région du monde. La majorité des Égyptiens n'en veulent et se mobilisent pour le faire savoir "*Morsi dégage*", autant dire : Obama, Clinton, Cameron, Sarkozy, Hollande, Monti, Roy et Cie, bref l'ONU, l'UE, le FMI, la Banque mondiale toutes les institutions du capital qu'ils représentent, y compris Morsi.

Un article de okeanews.fr du 29 janvier 2013

Révélation d'un ténor de MEGA : les médias grecs ont été invités à se taire sur la non viabilité de la dette. (29.01)

La récente révélation du journaliste de MEGA Giannis Pretenteris fait sensation. Ce dernier a indiqué qu'en 2010, lui et ses collègues auraient caché à leurs téléspectateurs et à leurs lecteurs la non-viabilité de la dette grecque - évènement qui a permis l'attaque de la troïka contre la Grèce.

Dans un entretien à iefimerida, Pretenteris laisse entendre qu'il a accepté des consignes spécifiques pour le faire, de la part d'individus qu'il ne mentionne pas.

Il explique de manière caractéristique dans l'entretien :

"Nous savions tous dès le début que la dette n'était pas viable, mais ils nous ont dit de ne pas le dire, que ce n'était pas le bon moment. Le résultat, c'est que jusqu'à 2010, ils ont dit que la dette était viable et nous leur répondions 'non, elle ne l'est pas'."

Cette révélation a été faite, de manière symptomatique, moins de 24h avant le rassemblement de protestation prévu aujourd'hui devant le bâtiment de la chaîne MEGA.

Le communiqué -savoureux et non censuré- de l'initiative des travailleurs des médias pour le rassemblement :

Les mass-médias ont été dans leur majorité les piliers idéologiques de la politique des mémorandums. Au moyen de reportages mensongers et intentionnellement effrayants, ils présentent la politique du choc comme voie à sens unique et calomnient tous ceux qui résistent à la barbarie sociale. Ils fonctionnent comme les porte-parole du gouvernement et font des reportages sur la base d'une inspiration goebbelsienne officielle. Ils forgent des stéréotypes sur les immigrés, les fonctionnaires, les travailleurs, les syndicalistes, les activistes et incitent à l'automatisme social.

Ces derniers jours, nous avons vécu l'apogée du terrorisme médiatique, comparable aux jours sombres du YENED [ndlr : service d'information des forces armées]. Ils ont rempli nos écrans de bouteilles de bière vides et ont pris pour cibles les espaces autogérés de la vie sociale [ndlr : raid de la police à Villa Amalia et dans le squat Lelas Karagiannis] pour légaliser la stratégie de la tension de Dendias [ndlr : ministre de l'ordre public], ils ont masqué les mobiles et la nature du meurtre raciste perpétré contre le Pakistanais de 27 ans à Petralona (ndlr : lire ou relire Qui était Shehzad Luqman), ils ont diffusé des montages vidéo pour traîner dans la boue des députés de gauche et des mouvements sociaux opposés à la commercialisation des espaces libres, ils ont calomnié la lutte des travailleurs dans les transports publics et ont imposé les méthodes répressives de la réquisition forcée du personnel. Et ils continuent... Les employeurs de la presse, après avoir appliqué le mémorandum le plus dur à leurs employés, veulent protéger l'institution de la peur généralisée et de la paupérisation qu'ils ont créée en dressant des murs face à la société.

Assez. Nous, travailleurs de la presse, n'avons rien en commun avec les grands groupes et les grands journalistes amplement rémunérés et instrumentalisés. Nous ne faisons pas partie de leur coterie et de leurs affaires. Nous avons choisi notre camp. Aux côtés des habitants de Chalcidique [ndlr : en lutte contre la mine d'or] et contre les orpailleurs, aux côtés des immigrés et contre les esclavagistes, contre les clôtures, contre les patrons du travail au noir, contre l'Aube dorée, aux côtés des manifestants et contre la répression, aux côtés des travailleurs des transports en commun, et contre la troïka intérieure et extérieure, aux côtés des fonctionnaires et contre la liquidation du patrimoine public. Nous sommes aux côtés de la société et nous luttons, ensemble, contre le mémorandum, le racisme et la censure.

Rassemblement de protestation mardi 29 janvier, à 7h devant la chaîne Mega. (Mesogeion 117)

L'année dernière déjà, un appel à manifester devant la chaîne Mega TV avait été lancé par des citoyens sur les réseaux sociaux. Les raisons ? Le ras le bol de subir la désinformation régulière de la chaîne, digne d'une propagande, car, entre autre, "Mega TV a falsifié le son des émeutes sur la vidéo lors de l'assassinat d'Alexis Grigoropoulos en 2008", "Mega TV a diffusé des images d'archives des émeutes au cours d'une

démonstration pacifique le 17/11/2011", "Mega TV accuse les manifestants pacifiques d'être des voyous cagoulés" , "Mega TV a été la principale source de propagande sale et constante du soutien aux partis pro-austérité, en particulier à celui du PASOK".

Un article lepoint.fr du 29 janvier 2013

Afrique du Sud : de nouvelles images accablent la police à Marikana. (30.01)

Des images diffusées par Channel 4, une chaîne britannique, sont venues étayer la thèse selon laquelle la police sud-africaine a poursuivi et abattu de sang-froid des mineurs grévistes lors de la tragédie de Marikana (nord), qui s'était soldée par la mort de 34 manifestants le 16 août 2012. La chaîne a diffusé cette semaine des vidéos prises avec un téléphone portable montrant des policiers poursuivant des mineurs à travers des broussailles, et en abattant au moins un. Le film - qui a été visionné en novembre par une commission d'enquête mise en place pour faire la lumière sur ces événements - semble confirmer ce que témoignages et enquêtes ont affirmé dans les semaines suivantes, à savoir que la police sud-africaine n'a pas seulement agi en état de légitime défense.

Dans la vidéo, apparemment prise par un policier, on entend un officier inviter ses collègues à faire preuve de retenue : "*Le gars est là, qui court. Ne tirez pas sur lui, ne tirez pas sur lui !*" Mais un instant plus tard, des coups de feu retentissent, puis la caméra se déplace sur un cadavre. Puis on entend un autre policier dire : "*Cet enc... de sa mère, je lui ai tiré dessus au moins dix fois !*" Selon Channel 4 News, le corps a été retrouvé avec 12 impacts de balle.

Dans le dos

Le président Jacob Zuma a lancé une enquête pour faire toute la lumière sur la fusillade du 16 août, qui a beaucoup choqué en Afrique du Sud tant elle rappelait les brutalités de l'apartheid. Sur les 34 victimes, 16 manifestants sont morts pendant la fusillade qui avait été diffusée en direct à la télévision, les 18 autres mineurs ayant été tués par la suite. Les avocats des familles des victimes ont relevé qu'au moins 14 d'entre elles avaient été touchées dans le dos, ce qui suggère qu'elles ont été abattues en fuyant la police.

La commission d'enquête devait rendre ses conclusions en janvier, mais elle devrait poursuivre ses audiences jusqu'à la fin de l'automne austral, vers mai. Le conflit de la mine de platine de Marikana, exploitée par le groupe britannique Lonmin, a fait au total 48 morts. Il a été réglé fin septembre grâce à des augmentations de salaires. Le mouvement a provoqué une vague sans précédent de grèves sauvages qui se sont propagées dans une grande partie des mines du pays jusqu'en novembre.

Un article de l'expansion.com du 30 janvier 2013

Ce qu'il faut savoir sur les radiations abusives à Pôle emploi. (31.01)

Dans un rapport qui doit être remis au gouvernement le mois prochain, le médiateur de Pôle emploi préconise d'abolir les radiations pour absence à convocation, jugées "abusives". Explications.

Après 19 mois de hausse interrompue, le nombre d'inscrits à Pôle emploi sans activité (catégorie A) est resté quasi-stable en décembre (+300 personnes), à 3,1 millions de personnes. Mais, gros bémol, les radiations administratives sont en hausse de 9700 par rapport à novembre (+24,5%). La tentation est forte d'y voir une relation de cause à effet. En clair: Pôle emploi multiplierait les radiations pour faire dégonfler les chiffres du chômage.

Ce raccourci est cependant loin d'être avéré. Il n'y a "*pas de politique de radiation*" chez Pôle emploi, affirme un rapport sur la gestion des listes d'emplois et les radiations du médiateur national de Pôle emploi, Jean-Louis Walter, qui sera présenté fin février en conseil d'administration de l'organisme public et remis au ministre du Travail, Michel Sapin. "*Il n'y a pas de politique prescrite aux conseillers de radier les demandeurs d'emploi, mais il y a une pratique demandée qui conduit à convoquer massivement les inscrits*", explique Jean-Charles Steyger, membre du bureau national du SNU-FSU - premier syndicat de Pôle emploi.

En clair: les politiques de convocation sans motif - c'est-à-dire sans proposition d'une offre d'emploi - se sont multipliées sous la précédente majorité. On se souvient de Nicolas Sarkozy annonçant, en février 2011 au 20h de TF1, que Pôle emploi allait convoquer en moins d'un mois les 700.000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an. Or le principal motif de radiation administrative des chômeurs, c'est l'absence à une convocation (97% des cas). Le nombre de radiations a ainsi quasiment doublé sous la précédente majorité, passant de 20.000 en moyenne par mois au début des années 2000 à 40.000 aujourd'hui, avec des pics à 50.000 en 2007-2008.

"*Cette politique de convocation n'est plus de rigueur aujourd'hui*", confie Jean-Charles Steyger, qui en veut pour preuve le fait que le gouvernement n'ait pas donné de consignes suite au lancement des emplois d'avenir en novembre dernier - les conseillers de Pôle emploi n'ont pas été contraints de convoquer les 800.00 jeunes de moins de 25 ans pointant au chômage. Reste que nombre des radiations actuelles peuvent être jugées "abusives". Interdire les radiations pour absence

"*Si l'on peut débattre de la portée de l'absence à une convocation et de l'interprétation à lui donner, systématiquement lui attribuer la valeur d'un refus de remplir ses obligations est exagéré, particulièrement au regard de certains motifs ponctuels et involontaires : retard de train, retard de 10 minutes au rendez-vous, erreur de calendrier, etc*", écrit Jean-Louis Walter dans son rapport. Le principal motif involontaire la non réception de la convocation, aujourd'hui majoritairement envoyée par mail, parce que le demandeur d'emploi ne consulte pas régulièrement son compte en ligne Pôle emploi, ou parce qu'il n'est pas à son domicile pendant la période à laquelle il est convoqué- tout demandeur d'emploi a droit à cinq semaines de vacances par an.

"*Radier est une décision grave*", souligne Jean-Louis Walter, qui équivaut pour le demandeur d'emploi à ne pas percevoir d'indemnités pendant deux mois, "*une épreuve que même un salarié socialement inséré ne saurait surmonter sans dommages*". Déjà, il y a eu une avancée cette année sur la question des indus réclamés après radiation: auparavant, un demandeur d'emploi convoqué par courrier daté du 1er du mois à un entretien le 15, radié officiellement le 31 - le délai est de deux semaines pour justifier sa non présence -, devait rembourser son indemnité perçue sur ce mois. Ce n'est plus le cas depuis le 1er janvier: la radiation entre en vigueur à compter du mois suivant.

Mais il faut aller encore plus loin. "*Nous avons fait tomber la rétroactivité, nous voulons désormais que l'on soit radié pour une raison juste, et pas par erreur. On est à mi-chemin*", a déclaré Jean-Louis Walter à l'AFP. Il préconise d'abolir les radiations pour absence à une convocation et de leur substituer "*un dispositif de graduation ou de sursis*". Il demande aussi "*la généralisation de l'interdiction des radiations pour absence à un entretien téléphonique*" et une "*amélioration de l'information*" sur la dématérialisation des courriers.

"Ce serait une excellente mesure, réagit Jean-Charles Steyger (SNU-FSU). Moins d'un demandeur d'emploi sur deux (42%) est aujourd'hui indemnisé, ce qui est déjà trop peu. Les radiations abusives dues à des convocations intempestives accentuent encore le phénomène, ce qui est soicalement inacceptable".

Commentaire.

Il ne leur viendra pas à l'esprit que c'était vécu comme une humiliation pour de nombreux travailleurs de devoir répondre à ce genre de convocations et de s'expliquer comme s'ils étaient responsables d'être au chômage ou pire, d'être des fainéants ou des profiteurs et qu'ils se complairaient dans cette situation. On peut concevoir qu'au bout d'un moment certains renoncent à répondre à ces convocations qui ne servent à rien puisqu'ils sont toujours au chômage.

Les rentiers des conseils d'administration qui vivent de la tonte des coupons n'ont pas ce souci là.

Un article de l'AFP du 30 janvier 2013

Enquête Karachi : un témoin accable le contre-espionnage français (31.01)

Un professionnel du renseignement affirme que le contre-espionnage français était au courant dès 1994 d'un financement occulte de la campagne de Balladur via des contrats d'armement et dès 2002 de la piste financière de l'attentat de Karachi qui a coûté la vie à quinze personnes.

Le témoignage de Gérard Willing, qui dirigeait une société de renseignement privé, est pris au sérieux par les enquêteurs et les parties civiles qui vont demander de nouvelles auditions, selon des sources proches de l'enquête.

La Direction de la Surveillance du Territoire (DST), "savait tout dès 1994-1995" sur un financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur grâce à des retro-commissions liées aux contrats d'armement avec l'Arabie Saoudite (Sawari II) et le Pakistan (Agosta), a témoigné Gérard Willing dans un entretien à l'AFP après une audition lundi chez le juge antiterroriste Marc Trévidic.

La DST a selon lui surveillé le siège de campagne du Premier ministre, filmant les allers et venues et "les valises" d'argent liquide. Les services "n'ignoraient rien" a affirmé cet homme qui dit avoir travaillé ponctuellement pour la DST.

C'est dans ce cadre, selon lui, que la DST lui aurait demandé d'identifier des personnes filmées devant le QG de M. Balladur qui réfute tout financement occulte de sa campagne. Mais, selon M. Willing, "tous les documents ont été détruits en 2011".

M. Willing a réaffirmé par ailleurs avoir fait, dès le 13 mai 2002, cinq jours après l'attentat, un compte-rendu oral à l'intention de la DST, faisant le lien entre l'attentat et une piste financière. Il aurait également rédigé une note écrite à l'intention du général Philippe Rondot, alors patron du renseignement français.

Les services "savaient"

Dans cette note consultée par l'AFP, M. Willing écartait, sur la base des témoignages de correspondants au ministère britannique des Affaires étrangères et du chef d'Etat-major de la marine indienne, la piste d'Al-Qaïda, privilégiée par le juge Jean-Louis Bruguière.

Il émettait "l'hypothèse" d'un attentat commis en représaille après l'arrêt, en 1996, des commissions et leur "captation par les amis orientaux du camp chiraquien" après l'élimination des premiers intermédiaires, Ali Ben Moussalem, Abdul Rhaman El-Assir, et Ziad Takieddine. Leur mise à l'écart a financièrement "lésé beaucoup de monde", notamment au Pakistan, selon M. Willing.

La thèse d'un détournement des commissions est aussi défendue par M. Takieddine, mis en examen dans le volet financier du dossier.

Mais "la DST a pas tenu compte" de sa note, explique M. Willing.

Cette piste d'un attentat de représaille est privilégiée par le juge Trévidic, qui a repris l'enquête en 2007, après la découverte fortuite, en 2008, dans les locaux de la Direction des Chantiers Navals (DCN), du rapport Nautilus écrit quelques semaines après l'attentat, et qui faisait état de la piste financière.

Le juge a récemment demandé la déclassification de la note de M. Willing, jamais versée au dossier.

"Les services français savaient et ont tout caché, il devront s'expliquer devant la justice", a réagi Gilles Sanson, qui a survécu à l'attentat et pour lequel "on est au coeur d'une affaire d'Etat".

Son avocate, Me Marie Dosé, estime que ce témoignage "confirme que les services étaient au courant de la piste financières depuis 2002".

Avocats des familles, Me Olivier Morice a condamné "*l'entrave au plus haut niveau de l'Etat*" dans cette affaire.

Un article de huffingtonpost.fr du 25 janvier 2013

Goldman Sachs conseille à la France de baisser les salaires de 30%. (31.01)

(Le titre provient d'un autre article du Parisien.fr, celui d'Huffington Post était : *Interview avec Goldman Sachs. Huw Pill, économiste en chef de Goldman Sachs: "Le principal défaut de la France ? Un secteur public trop important"*)

De passage à Paris pour faire le bilan de l'année passée et de celles à venir, les économistes de Goldman Sachs sont venus distiller leurs prévisions pour 2013. C'est Huw Pill, le "Monsieur Europe" de ses économistes, qui répond aux questions du HuffPost et balaye tous les sujets majeurs.

Situation de la zone euro, la Grèce, la France, mais aussi la cabale lancée par *The Economist* à l'encontre du gouvernement... Voici l'avis de la plus prestigieuse -et plus sulfureuse- banque d'investissement du monde.

Qu'attendre de l'année 2013 en Europe ?

Nous sommes assez optimistes en ce qui concerne la situation économique globale, notamment pour la seconde partie de l'année. Nous sommes également optimistes pour les marchés financiers, qui ont pris une bonne direction depuis la fin de l'année dernière. Les moteurs de croissance que sont la Etats-Unis et la Chine ont retrouvé les niveaux qu'ils tutoyaient avant la crise.

Et pour la zone euro en particulier ?

Elle devrait connaître une contraction moins importante qu'en 2012. Il faudra toutefois attendre au moins 2016 pour retrouver une croissance modeste, selon nos estimations. La zone euro a surtout besoin de réduire sa dette publique.

Distingue-t-on une porte de sortie ?

A partir de 2015, les bénéfices des plans d'économies réalisés commenceront à porter leurs fruits. L'Europe va s'en sortir doucement, mais sûrement. Sa lenteur lui permet de s'adapter à la situation économique globale. Qu'en est-il de la situation de la Grèce ?

C'est le pays qui compte les plus gros déséquilibres. Athènes est loin d'être sortie d'affaire, mais c'est le pays qui a connu les plus gros ajustements de toute la zone euro. D'autres mesures sont encore à prendre, mais la stabilisation est proche. La Grèce a toujours besoin de l'aide de l'Europe, mais aussi de temps. Ça ne sera pas facile, ni rapide.

Comment Goldman Sachs voit l'économie française ?

Si on la compare à la Grèce, la France a tout pour elle. Mieux placée géographiquement, plus importante économiquement... Mais elle ne pourrait pas compter sur un programme d'aide européen comme pour la Grèce. Du coup, la France doit pratiquer des ajustements d'elle-même.

C'est quoi le problème, donc ?

La France a un problème chronique, qui dure depuis de nombreuses années. Notamment un manque de compétitivité et des déséquilibres dans ses comptes. Selon moi, le principal défaut est incarné par un secteur public bien trop important. Cela a pour conséquence de retourner l'économie sur elle-même, c'est pour ça que la France ne produit pas assez de biens exportables.

Une recette miracle pour François Hollande ?

Il faudrait déplacer l'emprise de l'Etat vers le secteur privé. Ensuite, il faudrait s'appuyer sur une baisse des salaires générale, afin de regagner de la compétitivité. On estime que la France devrait réduire sa moyenne salariale d'environ un tiers, ce qui est politiquement impossible à imposer...

Commentaire.

Cela ne coïnciderait-il pas avec l'un des objectifs à terme de l'accord patronal du 11 janvier, parvenir à baisser les salaires ?

Les entreprises licencient massivement, le patronat fait grimper le chômage à un niveau insoutenable avec la bénédiction du gouvernement (et du précédent), parvenu à ce stade, l'ensemble des partenaires antisociaux partagent le même diagnostic et les mêmes remèdes pour le faire refluer sur la base de la baisse des salaires, de la précarité généralisée des nouveaux emplois créés et le tour est joué, la "*croissance*" comme par miracle est de retour et les entreprises embauchent à nouveau, le chômage baisse tandis que la pauvreté a encore gagné du terrain...